

Les Etudes du Centre Jean Gol



L'identité culturelle européenne

Mars 2014

Administrateur délégué : Richard Miller
Directrice : Laurence Glautier
Directeur scientifique : Corentin de Salle

Les études du Centre Jean Gol sont réalisées chaque année par une équipe de chercheurs dans le cadre de diverses thématiques correspondant aux interrogations, interpellations et suggestions de son public. Préparées grâce à des manifestations, rencontres séminaires ou colloques, elles se veulent des outils de réflexion et d'information mais également des pistes permettant à son public de mener à bien ses actions sur le terrain.

Avenue de la Toison d'Or 84-86
1060 Bruxelles
Tél. : 02.500.50.40
cjg@cjg.be

Notre sujet semblera peut-être trop vaste. Toutefois, j'ai acquis la conviction, par une participation active aux débats parlementaires, par l'étude et l'analyse, par le souci d'aller voir sur place, de même que par la fréquentation assidue des politiques culturelles depuis plusieurs années, que ce que l'on pourrait appeler une « diplomatie culturelle » constitue un enjeu-clé du monde qui se met en place. C'est le cas, en particulier, pour l'Union européenne.

Qui parle de culture, parle de l'humain.

Si le 19^{ème} siècle a été marqué par la question sociale, si le 20^{ème} siècle l'a été par la résistance démocratique face aux totalitarismes, c'est *l'humanité* même qui sera la question politique majeure du 21^{ème} siècle. L'humanité confrontée aux phénomènes migratoires, au retour du religieux, aux tensions du vivre ensemble. L'humanité face au devenir de la planète et aux risques écologiques. L'humanité enfin, au sein d'un univers « bio-technologique », dans lequel une partie de la population mondiale souffre de la faim, de la maladie, de la violence, de la misère, sous le regard médiatique, rendu indifférent, de l'autre.

L'humanité trouve son origine dans l'acte de s'extraire de la nature. Lorsqu'au sein de l'évolution des espèces, un anthropoïde, dressé sur ses deux membres inférieurs, le visage libéré de la position animale orientée vers le sol, a posé un regard nouveau sur le monde qui l'entourait, un regard prenant conscience de pouvoir changer la configuration de celui-ci, de pouvoir agir autrement qu'en répétant les mêmes gestes, cet anthropoïde, en s'individualisant, est devenu *anthropos*. Il est devenu homme¹. Peu importe ici, que l'on ne puisse pas dater précisément ce moment : *l'anthropos* « naît » quand devient réel pour lui non pas seulement ce qui est, mais ce qui *peut* être. Cette surrection de l'être-humain² représente un triple passage : de l'animalité, à l'humanité ; de la nature, à la culture ; de l'absence de savoir, à la nécessité de croire.

Entre les humains et le monde naturel, existe une séparation. Certes, nous sommes des êtres vivants, dotés d'un corps, avec des besoins, des contraintes et des désirs naturels, mais nous ne sommes pas, semblables à des animaux, immergés dans la vie naturelle. Le monde est tel qu'il est *pour* nous, tel qu'il nous apparaît. Le réel est toujours *l'image* que les hommes se créent de lui³. Avec l'humain, avec la capacité transformatrice du réel dont dispose l'humanité, nous avons affaire au monde de la culture. Comme disent les philosophes, nous sommes-au-monde. De plus, nous le savons ; nous savons que nous existons. Mais cet *être-au-monde* et ce *savoir-être-au-monde* sont sans explication : notre existence n'est accompagnée d'aucun mode d'emploi. Nous sommes dotés de la faculté de voir, de juger, de changer, d'aménager, de détruire, de construire, de démultiplier sans limite la complexité des choses, des êtres et de la vie entière, mais nous ne savons pas pourquoi. Nous ne savons ni à quoi c'est dû, ni à quoi ça sert – ou devrait servir.

Faculté extraordinaire dès lors – y compris au sens premier de « sortir de l'ordinaire » – que cette liberté des humains que nous sommes. Liberté de pouvoir changer les choses, de pouvoir les nommer à notre gré, de pouvoir les organiser différemment...

¹ J'avais choisi à l'Académie d'illustrer mon propos en projetant le début de 2001, *l'Odyssée de l'espace*. Ce film, réalisé par Stanley Kubrick en 1968, demeure indépassé dans la mise en images de l'humanité naissante.

² Le mot « culture » est pris ici au sens général d'*acculturation*, de *formation*, équivalant au terme philosophique allemand *Bildung*.

³ C'est ce phénomène vital que j'ai nommé *imaginisation*. Cf. Richard Miller, *L'imaginisation du réel*, Bruxelles, Ousia, 2012. *Image* se dit en allemand *Bild*, qui a donné *Bildung*.

Mais liberté grevée d'une responsabilité sans répit. Car nos frères humains, exprimé de façon abrupte, sont *capables de tout*. Ils sont d'autant plus capables de tout, du bien comme du mal, de toute chose comme de son contraire, que précisément le *pourquoi* leur fait défaut. Tous, nous ignorons la finalité ultime des chemins que nous empruntons. J'ouvre une parenthèse pour souligner d'emblée que ceux qui, à quelque époque que ce soit, prétendent détenir la vérité une, sont aussi ceux qui se sentent le plus autorisés à commettre n'importe quoi, en ce compris le pire !

Il n'y a nul mode d'emploi. Par conséquent, l'homme peut tout accomplir, en reportant sans cesse plus loin les limites de son pouvoir. De surcroît, il peut tout imaginer, tout et n'importe quoi, pour expliquer qui il est, pour justifier ce qu'il fait, pour authentifier ce qu'il croit... C'est ce que je désignais ci-dessus par le passage de l'absence de savoir à la nécessité de croire. L'être humain ne peut jamais que croire : croire connaître, croire comprendre, croire en ce qu'on lui a appris, croire savoir que sa vie n'est pas sans pourquoi, qu'elle a un sens, un destin... Et puis, surtout, croire avoir raison.

Il n'est pas surprenant que, privé de cause première, privé de savoir ultime, sans certitude autre que celle de devoir vivre et de devoir mourir, chacune et chacun recherche la stabilité réconfortante d'une identité. Une identité qui apparaît d'autant plus sûre, d'autant plus stable, d'autant plus confortée et réconfortante, qu'elle est partagée par les autres, par ceux avec qui l'on vit. Une identité qui ne serait pas partagée, une identité qui serait unique, serait forcément inquiétante, n'apportant par elle-même aucune garantie solide sur quoi pouvoir se fonder. C'est, inversement, ce qui rend si perturbante la proximité de personnes autres, différentes : le sol de nos certitudes fragiles révèle alors sa friabilité. Par contre, une identité partagée, une identité en commun, ça c'est du solide ! Elle conforte la certitude d'être comme les autres, et donc d'*être*. Le groupe où l'on naît est le berceau de notre identité : la même langue, la même histoire, le même environnement, les mêmes mœurs, les mêmes croyances, les mêmes illusions sont partagées. La même culture est en commun. Telle est la deuxième signification générale de ce mot ; en ce sens, on parle de « cultures » au pluriel.

Ayant cadré de la sorte la problématique culturelle, je veux à présent faire référence aux travaux de Jean Barrea, professeur de Relations Internationales. Par son enseignement à l'Université catholique de Louvain, repris dans plusieurs livres qui font référence, il a été un des premiers et des plus éminents spécialistes à insister sur le facteur culturel dans les relations internationales. Il en a fait un point central de la problématique - décisive, on en conviendra - de la guerre et de la paix. Le fil conducteur de sa pensée⁴ visait à dépasser l'antagonisme traditionnel entre réalisme et idéalisme. Antagonisme entre ceux qui voient dans la Politique étrangère la possibilité de concrétiser des idéaux éthiques, et ceux, les tenants de la *realpolitik*, pour qui la Politique étrangère doit viser l'intérêt de l'Etat - tout en sachant jusqu'où aller, ou au contraire ne pas aller, trop loin. Le curseur de la *realpolitik* est en effet le *risque*, le risque de l'affrontement voire de la guerre. J'illustrerai ceci en renvoyant à *L'Hiver de la grande solitude*, roman qu'Ismail Kadaré, Prix Nobel de littérature, a consacré aux longs mois d'incertitude durant lesquels l'Albanie communiste se sépara du communisme soviétique ; au risque d'être, comme la Hongrie, envahie par les chars du Pacte de Varsovie⁵.

⁴ Françoise Massart-Piérard (dir.), *Culture et Relations internationales Liber amicorum Jean Barrea*, Louvain, Presses Universitaires, 2007.

⁵ Ismail Kadaré, *L'Hiver de la grande solitude*, trad. J. Vrioni, Paris, Le Livre de Poche/Biblio, 2005. Ce roman a connu plusieurs versions qui ont suscité la polémique en raison du rôle trop positif attribué au futur dictateur Enver Hoxha ; cf. J.-A. Dérens et L. Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 137 et sq.

La culture, selon Jean Barrea, offre le moyen de dépasser l'antagonisme réalisme/idéalisme. En ce sens, la culture de la paix proposerait des alternatives : comme le rappelle le Préambule de la Charte de l'Unesco : « Si les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, la paix se construit par l'esprit des hommes ». Autrement dit, nous aurions affaire à un choix ; ce choix, il en a fait, en 1984, le titre de son ouvrage principal, *L'utopie ou la guerre*⁶. Pourquoi le conditionnel ? Parce que si ce dilemme entre utopie culturelle et guerre existe bien, il doit être reformulé en d'autres termes. Cette exigence, dans le contexte géopolitique du 21^{ème} siècle naissant, ne constitue en rien une critique des préoccupations culturelles de Barrea ; ni d'ailleurs des responsables politiques, comme l'ex-Commissaire européen Louis Michel⁷, qui ont inscrit les préoccupations culturelles dans leur action sur la scène internationale. Au contraire, il s'agit d'acter que l'enjeu culturel, pour des raisons liées aux phénomènes de mondialisation et de globalisation⁸, est sorti de l'ombre pour s'installer ouvertement au coeur des conflits. Désormais, traiter de « culture », ou de « diplomatie culturelle » au sein d'une politique des Affaires étrangères ne relève pas d'un point de vue idéaliste. L'antagonisme réalisme/idéalisme s'est résorbé.

Mon approche, dès lors, est en rupture complète avec les chants de la bien-pensance et les propos politiquement corrects louant, de façon parfois naïve souvent intéressée, une culture prophylactique, du genre « Écoutons la musique de l'autre », « Le monde est mon village », « Brassons les différences », « La culture adoucit les mœurs », « Respectons nos cultures mutuelles », « Good music makes good people »...

* * *

Commençons par reprendre la signification première de la « culture », à savoir la distinction être humain/nature. Le penseur qui, de la façon la plus radicale, a conceptualisé cette séparation, cette surrection de l'humain, est Emmanuel Kant ; lui qui, au point de vue des Relations internationales, a défendu le concept de cosmopolitisme dans des textes restés décisifs⁹. Je le rappelle, non pas tant pour son engagement cosmopolitique que pour ce qui fonde celui-ci : l'analyse des conditions de possibilité de la connaissance humaine que sont l'espace et le temps¹⁰. C'est par cette « grille » formée de l'espace et du temps que nous pouvons connaître quelque chose, que nous voyons ; par exemple, tel objet « ici » et « maintenant ». C'est parce que nous sommes dotés de l'intuition de l'espace et du temps que nous pouvons *ordonner*, mettre en ordre, ce que nous percevons, ce qui nous arrive, ce que nous pensons, ce que nous faisons.

Mais si toute connaissance – j'en viens à la seconde signification générale du mot culture – est structurée à la moulinette de l'espace et du temps, et si, comme je l'ai évoqué, un désir puissant d'identité fonde ce que nous *pouvons* connaître, ce que nous *croyons pouvoir* connaître, alors il est évident, il est logique, que l'affirmation de notre identité, de notre appartenance au groupe, de

⁶ Jean Barrea, *L'utopie ou la guerre. D'Erasmus à la crise des euromissiles*, Louvain-la-Neuve, Ciaco, 1984.

⁷ Cf. Louis Michel, *Horizons L'axe du bien*, Bruxelles, Luc Pire, 2004.

⁸ « Mondialisation » et « Globalisation » ne sont pas synonymes. La globalisation inclut une volonté d'uniformisation culturelle internationale de nature anglophone ; cf. sur ce point l'excellente mise au point de Philippe Séguin, *La mondialisation sonne-t-elle le glas du politique ?*, Montréal, Fides, 2000, p.34 et sq.

⁹ Emmanuel Kant, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, trad. L. Ferry, in *Œuvres philosophiques*, t. II, Paris, Gallimard/Pléiade, 1985, p. 185-205.

¹⁰ Emmanuel Kant, *La critique de la raison pure*, trad. J. Barni, rev. et cor., in *Œuvres philosophiques*, t. I, Paris, Gallimard/Pléiade, 1980, p. 705 et sq.

notre adhésion à la communauté, se fonde et se nourrit de ces deux dimensions : le lieu (l'espace) qui est le nôtre, l'histoire (le temps) qui est la nôtre. Notre identité se confond avec le territoire de la tradition. Plus le territoire (l'espace) s'élargit, plus la tradition (le temps) diffère. Plus la tradition transmise est solide, plus elle concerne un territoire limité, et, partant, un nombre restreint de personnes. Seuls existent des territoires séparés, voués à des phénomènes identitaires, lesquels s'accompagnent toujours de coupures, de césures, de limitations et de délimitations entre les populations. Bref, des frontières. Il n'y a pas de continuum spatial : la terre, le globe, les cinq continents ne sont nullement, qu'on le regrette ou pas, le sol ou la sédimentation de l'universel : il n'y a pas, il n'existe pas, un univers corrélatif des valeurs dites universelles.

La frontière résulte de notre faculté culturelle¹¹. Celle-là même qui nous met en mesure de porter sur le monde des regards différents. Si le monde était opaque et intangible pour les êtres humains, ceux-ci seraient limités, condamnés leur vie durant à répéter, à l'instar des animaux, un seul et même comportement. Mais tel n'est pas le cas : « Vérité au-deçà des Pyrénées, erreur au-delà », constatait Pascal dans ses *Pensées*¹². C'est exact. Encore que dans ce cas, les Pyrénées peuvent être considérées comme remplissant le rôle d'une frontière dite naturelle. Sauf – ceci est très révélateur – pour les Catalans espagnols et français, ou pour les Basques.

Les éléments que je viens de rappeler ont de tout temps et en tout lieu, à toutes les époques et sous toutes les latitudes, caractérisé l'Histoire humaine. On peut en étudier les modalités politiques, les effets économiques, durant le Néolithique, l'Antiquité, le Moyen Âge, la Renaissance, les Temps Modernes. Avec des mouvements tantôt plus rapides, tantôt plus longs, selon les continents et les civilisations ; selon aussi les modes de gouvernementalité. En traiter, serait intellectuellement passionnant, mais impossible en quelques pages. Tenons-nous en, pour notre part, au défi inouï, inédit, qu'est l'Union européenne. Celle-ci vit au rythme d'une mondialisation non achevée du monde – laquelle est peut-être en cours d'achèvement mais nous ne pressentons pas encore quelle forme de gouvernementalité pourrait être efficace et garantir la paix. Le seul à le savoir, c'est Jacques Attali qui sait tout, et qui dès 2011, a publié un livre au titre prometteur : *Demain, qui gouvernera le monde ?...*, mais sans donner la réponse¹³. Plus sérieusement, la mondialisation dépasse désormais les frontières des nations, et est en voie de dépasser celles d'ensembles plus vastes comme l'Union européenne elle-même, mais aussi les Amériques, la Chine, les pays émergents, le projet russe d'Union douanière eurasiatique, la Francophonie internationale, le Commonwealth, le monde hispanophone...

Ces ensembles tendent à reporter les frontières vers leur périphérie (l'espace Schengen, par exemple, pour 26 des Etats-membres de l'Union européenne). Mais ce phénomène d'écartement et, dans certains cas, de disparition des frontières nationales est concomitant de l'émergence de nouvelles formes de limites : nous-mêmes, Belges, ne pouvons que penser à la limitation intérieure que nous nous sommes imposée, à savoir une frontière de type linguistique ! Nous vivons dans un pays, au cœur d'une Union européenne qui a supprimé les postes-frontières, mais qui est institutionnellement structuré autour d'une limite linguistique, donc éminemment culturelle.

Il existe d'autres formes de remodelage frontalier, comme celui évoqué par Michel Onfray, la nouvelle configuration des pays balkaniques : « L'Europe centrale, après la fin du communisme obéit à d'autres tracés, elle a connu des partitions, des morcellements, des éclatements. Nouveaux

¹¹ Sur la dimension culturelle de la frontière, cf. Patrick Picouet et Jean-Pierre Renard, *Les frontières mondiales Origines et dynamiques*, Nantes, éditions du Temps, 2007.

¹² Pascal, pensée 294, in *Pensées sur la justice*, Paris, GF, 2011, p. 143.

¹³ Jacques Attali, *Demain, qui gouvernera le monde ?*, Paris, Fayard, 2011.

pays, fins d'anciennes formules. Naguère l'Autriche-Hongrie, il y a peu la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, aujourd'hui disparues sous le poids de nouvelles volontés politiques : Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine »¹⁴.

A quoi il aurait pu ajouter la Serbie, la Macédoine, le Monténégro, l'Albanie, ni l'encore fragile Kosovo. Il y a aussi les frontières régionales ou identitaires, reconnues ou non. Les survivances des frontières étatiques tracées, au « temps heureux des colonies », sur le sol africain. Régis Debray affirme, chiffres à l'appui, que des frontières au sol, il ne s'en est jamais tant créé qu'au cours des cinquante dernières années. Il y aurait depuis 1991, selon les chiffres qu'il cite, vingt-sept mille kilomètres de frontières nouvelles, spécialement en Europe et en Eurasie. Sans oublier les kilomètres de Murs de béton et de clôtures électrifiées... Et Régis Debray, de conclure : « Fossile obscène que la frontière, peut-être, mais qui s'agite comme un beau diable. Il tire la langue à Google Earth et met le feu à la plaine – Balkans, Asie centrale, Caucase, Corne de l'Afrique et jusqu'à la paisible Belgique »¹⁵. Les grands ensembles qui forment de plus en plus l'ossature géopolitique du monde-mondialisé n'effacent nullement - mais au contraire probablement les amplifient-ils - les désirs, les besoins et les ambitions identitaires, la quête des limites. Non plus l'appel du large, mais celui de la frontière, de la tradition et du local.

En fait, la logique européenne des Etats-nations qui, à partir du 19^{ème} siècle, et à travers les luttes d'indépendance et les révolutions nationales, s'est opposée à la logique impériale, a toujours été inquiétée par les appartenances et par les identités culturelles. Une nation est un ensemble à vocation identitaire, voire identificatrice – ce que la notion de carte d'identité dit d'ailleurs très explicitement - pour des citoyens bien définis. Ceux-ci vivent sur un territoire délimité, au sein d'un Etat qui a pour mission déléguée d'assurer et la sécurité extérieure et la cohésion intérieure. Le problème, c'est que cela n'a jamais été aussi simple. Les frontières ont toujours été poreuses, et les populations composites. C'est donc souvent au prix de souffrances, de brimades, de contraintes linguistiques¹⁶, d'humiliations, de déplacements de population (la traite des Noirs, les déportations staliniennes), d'exils de personnes, de pogroms, d'enfermements, jusqu'aux massacres et génocides (l'élimination des tribus indiennes de l'Ouest américain, l'extermination des Juifs par le national-socialisme hitlérien, les Tutsi au Rwanda...), c'est au prix de vies brisées, que nombre d'Etats-nations ont assuré leur « cohésion » interne, et coloniale.

A côté de ces événements extrêmes, on ne doit pas oublier les vies agressées au rythme quotidien des actes journaliers de la cité : les femmes jugées indignes par la France républicaine et fraternelle de se présenter au bac¹⁷, les homosexuels visés par des lois liberticides, les sièges des transports en commun interdits aux Noirs dans l'Amérique des années 1950¹⁸... Contrairement

¹⁴ Michel Onfray, *Théorie du voyage. Poétique de la géographie*, Paris, Livre de poche/Biblio essais, 2007, p. 27-28.

¹⁵ Régis Debray, *Eloge des frontières*, Paris, Gallimard, 2010, p. 18-19. La présence de la Belgique dans cette énumération fait penser à l'interrogation de Jean Genet : « Comment est-on belge ? palestinien ?... », *Un captif amoureux*, Paris, Gallimard, 1986, p. 212.

¹⁶ Evoquant en Hainaut, la fédéralisation de l'Etat belge, Herman De Croo a rappelé combien les frustrations liées à l'imposition de la langue française avaient marqué durablement la conscience et la volonté séparatiste flamandes.

¹⁷ Julie-Victoire Daubié, née le 26 mars 1824 à Bains-les-Bains, dans les Vosges, est la première femme française ayant obtenu le droit de se présenter au baccalauréat à Lyon en 1861, et la première à l'obtenir le 17 août 1861. C'est aussi la première licenciée (sans e, orthographe de l'époque) ès lettres le 28 octobre 1872.

¹⁸ Rosa Louise McCauley Parks, (4 février 1913, Tuskegee, Alabama États-Unis – 24 octobre 2005, Detroit, Michigan), a refusé le 1er décembre 1955, à Montgomery (Alabama) de céder sa place à un passager blanc dans un bus. Arrêtée par la police, elle se vit infliger une amende de 10 dollars (plus 4 dollars de frais de justice) le 5 décembre ; elle fit appel de ce jugement. Un pasteur noir inconnu de 26 ans, Martin Luther King, avec le concours de Ralph

donc au discours politiquement correct qui voit en la culture un sauf-conduit pour la paix des peuples et la communion des personnes celle-ci illustre, de façon la plus visible et la plus parlante, la faculté humaine de pouvoir tout accomplir, en ce compris le pire. A aucun moment, ni nulle part, quelque chose comme une entente culturelle, comme un respect de la culture de l'autre, n'a arrêté un envahisseur, n'a humanisé un ennemi, n'a empêché la barbarie destructrice, n'a stoppé un génocide. Partout et quasiment toujours ont primé la rivalité, le conflit, la destruction, le pillage, le massacre, le déplacement des populations, l'éradication des langues, l'imposition d'humiliations à des races, des peuples, des communautés religieuses... Les cultures, les identités culturelles ne sont pas « naturellement » porteuses de paix et de bien-être. Nulle n'a échappé aux tentations du mal extrême : la haine de l'autre.

Même un fleuron aussi unanimement admiré que la littérature française, porte-drapeau s'il en est de la communauté des Esprits, a véhiculé elle aussi en son sein les idées nationalistes des Barrès et compagnie. Idées que l'on retrouve aux fondements du fascisme¹⁹. Sans évoquer l'antisémitisme viscéral de Louis-Ferdinand Céline, l'un des plus grands noms du panthéon des écrivains.

Les Avant-gardistes italiens, les Futuristes dont les œuvres et les idées auront une influence considérable sur divers courants artistiques du XX^{ème} siècle, ont quant à eux nourri le totalitarisme de Mussolini. A tel point que dans le journal *Impero* du 18 mai 1925, Mussolini déclarait : « Le fascisme ne pourra jamais s'acquitter de sa formidable mission sur le seul terrain politique. Le fascisme procède de la guerre, et c'est par la guerre qu'il doit s'achever (...) La future guerre sera une guerre futuriste »²⁰.

La joie des émotions, la beauté des récits et des figures légendaires, les frémissements des plaisirs musicaux n'ont pas empêché – au contraire – ni le national-socialisme allemand, ni la déportation des Juifs, ni la complicité de Vichy, ni le pillage de leurs biens, ni l'organisation rationnelle de la torture et de l'extermination. Quant aux intellectuels, consciences morales du siècle passé, ils sont pléthore à avoir tu, excusé ou soutenu les crimes staliniens et autres ignominies des dictateurs communistes...

Ce constat-là est tout, sauf banal. S'il ne peut être passé sous silence, il est malheureusement trop peu entendu. Et ce, malgré de nombreuses voix lucides. Je pense à un Romain Gary. Né en Russie, il émigre en France à l'âge de 14 ans (la langue française dans laquelle il écrira son œuvre, lui est donc étrangère). En 1940, il rejoint la France Libre. Capitaine à l'escadrille Lorraine, il participe à la Bataille d'Angleterre, ainsi qu'aux campagnes d'Afrique, d'Abyssinie, de Libye et de Normandie. Il poursuivra ensuite une carrière diplomatique à Sofia, à Berne, et finalement à la direction « Europe » du Quai d'Orsay. On a donc affaire à quelqu'un qui en connaît un bout sur la question de la migration, de la guerre, de la diplomatie et de la littérature. Dans les années 1970, il publie un roman passé inaperçu. Son titre, *Europa*. Pour l'édition de la traduction aux Etats-Unis, Romain Gary jugera nécessaire de le faire précéder d'une note introductive où l'on peut lire ceci : « ... s'il veut dire vraiment quelque chose, le mot « culture » signifie – ou devrait signifier –

Abernathy, lança alors une campagne de protestation et de boycott contre la compagnie de bus qui dura 381 jours. Le 13 novembre 1956, la Cour suprême cassa les lois ségrégationnistes dans les bus en les déclarant anticonstitutionnelles. Je ne juge pas excessif de citer, dans ce contexte, la non-nomination par la tutelle flamande des bourgmestres francophones de la périphérie bruxelloise, élus démocratiquement.

¹⁹ Cf. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985 ; et Zeev Sternhell, Mario Sznajder, Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard Folio Histoire, 1989.

²⁰ Cf. Ivo Andrić (Prix Nobel de littérature), *La Naissance du fascisme*, trad. A. Capon, Paris, Non Lieu, 2012, p. 78-79. Je souligne.

un mode de comportement individuel et collectif, une force éthique agissante, à même de pénétrer l'ensemble des rapports humains et des manières de voir. Or l'histoire de l'Europe prouve que rien de ce genre ne s'est jamais produit (...). A cet égard notre héritage spirituel a systématiquement échoué, et souvent de manière monstrueuse. Pour le seul XXe siècle : les holocaustes de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale ; l'Allemagne hitlérienne ; la France de Vichy qui, en 1942, aura pourvu en Juifs les camps d'extermination nazis ; Prague plongée dans les ténèbres ; l'impitoyable indifférence des dirigeants soviétiques à l'égard des droits de l'homme ». Et Romain Gary de conclure qu'il n'y a pas un seul bulletin d'information qui ne montre que : « la culture ne parvient pas à atteindre notre fibre psychologique et sociale, ni à devenir un système éthique vivant. Nos chefs-d'œuvre restent en-dehors et au-dessus, dans leur ghetto doré, incapables de redescendre... »²¹.

Que faire, dès lors ? Gary trouve une réponse dans sa « tentative de traiter délibérément, obsessionnellement, et presque exclusivement, de ce conflit *dans une œuvre de fiction* »²². On sent sous ses mots l'aveu d'un regret et d'une impuissance. De même peut-on lire chez un autre romancier, Claude Simon, la prise en compte de l'échec de la culture humaniste : « Dans l'Histoire, tout se tient. Le «trou noir» d'Auschwitz (sans parler du Goulag) a rendu tout discours «humaniste» simplement indécent ». A la question de savoir quel est le devoir d'engagement de l'écrivain vis-à-vis du monde, le même Claude Simon ne peut, désabusé, que répondre : « Le devoir impérieux de l'écrivain c'est de faire la meilleure littérature possible »²³. Sans plus.

On pourrait multiplier les exemples. J'en citerai encore un ; une tribune, publiée par le quotidien *Le Monde*, dans laquelle Elie Barnavi – qui fut lui aussi diplomate – écrit : « Eh non, la culture n'est pas un antidote au fanatisme et à la barbarie. C'est plus compliqué que cela, hélas ! Pis, fanatisme et barbarie font partie de la culture, prennent appui sur la culture, dressent une culture contre les autres. Faire marcher les victimes vers les chambres à gaz aux sons de Beethoven, ce fut un acte de culture »²⁴.

Il faut avoir le courage d'affronter cette contradiction, et accepter la vérité suivante : les émotions suscitées par les arts et par la littérature n'ont pas créé des sociétés meilleures. A elles seules, elles n'y parviennent pas. Au constat historique, s'est ajoutée une dimension contemporaine : dans le monde-mondialisé, dans l'univers de la globalisation culturelle, les désirs identitaires sont, d'une part, moins satisfaits – chaque culture est de plus en plus mixée par un grand brassage et, d'autre part, ils sont par réaction, de plus en plus exigeants, de plus en plus pressants, de plus en plus sur la défensive ; entendez, de plus en plus agressifs. Les identités culturelles sont désormais au coeur des conflits ou, tout au moins, sont devenues un agent actif au sein de conflits d'autre nature (conflits économiques, énergétiques, idéologiques...).

En outre, les pratiques culturelles sont elles-mêmes devenues des enjeux politiques et économiques de première importance. C'est le cas pour le devenir de l'Europe : quelle politique européenne rendra suffisamment compte de l'unidiversité culturelle des Etats-membres, et ce, tout en réussissant l'intégration européenne nécessaire ? C'est le cas également des négociations pour l'Organisation Mondiale du Commerce : quel sera leur impact sur les politiques culturelles ?

²¹ Romain Gary, *Europa*, précédé de *Note pour l'édition américaine*, trad. P. Audi, Paris, Gallimard Folio, 1999, p. 10.

²² Ibid., p.11. L'auteur souligne.

²³ Claude Simon (Prix Nobel de littérature) interrogé par Bernard-Henri Lévy, in *Les aventures de la liberté*, Paris, Livre de Poche, 1993, p.19-30.

²⁴ Elie Barnavi, *Culture contre fanatismes*, in *Le Monde*, 20 janv. 2013, p.17.

Quel sera, par exemple, le poids réel du principe de l'*exception culturelle* dans la négociation d'un nouvel accord commercial entre l'Europe et les Etats-Unis ? Question essentielle, quand on sait combien la politique internationale et commerciale des USA englobe la guerre économique des produits culturels ; avec pour résultat, que les statistiques du commerce international pour l'année 2011 indiquent que les exportations de l'Amérique du Nord dans le domaine des services culturels et des loisirs a atteint les 16 537 millions de dollars, soit plus du double des exportations européennes²⁵.

La convergence des multiples aspects politiques, économiques, géopolitiques *et* identitaires, ne peut dès lors que requérir la plus grande vigilance, comme on peut s'en rendre compte actuellement avec la crise ukrainienne, laquelle mêle approvisionnement en gaz, résurgence des Blocs, revendications russophones, et prétextes culturels... Force est d'en prendre acte : la dimension culturelle dont l'importance est de plus en plus agissante a contribué à diviser, rejeter, condamner, envahir et massacrer. Son apport, bien entendu, présente aussi des aspects positifs ; mais il serait vain de nier la part du mal.

Suis-je occupé de donner raison à Samuel Huntington²⁶, auteur du *Choc des civilisations* ? Non. Pas parce que son auteur, Samuel Huntington, aurait commis un péché de lèse-majesté, d'irrévérence, à l'égard de la culture sacralisée ! Ma critique est d'un autre ordre. En annonçant que trois civilisations sont destinées à entrer en conflit, l'Occident et la civilisation musulmane, d'une part ; et l'Occident et la civilisation chinoise²⁷, d'autre part, il y va à la trop grosse louche. Il a commencé par omettre de définir ce qu'il entendait par culture – celle-ci est infiniment plus complexe que ce qu'il en dit rapidement. Ensuite sa division du monde en grands ensembles : civilisation occidentale, civilisation latino-américaine, civilisation africaine, civilisation islamique, civilisation orthodoxe, ne tient pas compte précisément de toutes les vellétés identitaires qui creusent de l'intérieur les grands ensembles civilisationnels ou impériaux. Il fait de ceux-ci des blocs monolithiques, sans tenir compte des lignes de fracture internes.

Je reformule donc mon propos : en une trentaine d'années, le monde s'est considérablement transformé. Depuis l'effondrement du Bloc communiste et la mise sous le boisseau de la tension entre l'Ouest et l'Est, la problématique des identités culturelles – et religieuses²⁸ – occupe désormais une première place dans nombre de conflits. Elle joue également un rôle de plus en plus actif, en seconde ligne, dans la plupart des autres conflits (même les guerres dues aux trafiquants de narcoïdes en Amérique latine ou aux confins asiatiques, revêtent une dimension d'agression à l'égard de l'Occident consommateur). C'est cette évolution qui constitue dans les faits le dépassement de l'antagonisme réalisme/idéalisme, *realpolitik*/idéalisme culturel, pointé par Jean Borrea. Dans un monde où les conflits étaient destinés à s'accaparer le territoire de l'autre, à s'*approprier* les ressources et les biens de l'autre, dans un monde où l'on tuait pour prendre à l'autre ce qu'il possédait, une diplomatie culturelle n'avait guère d'impact. Par contre, dans un monde où l'on tue l'autre non plus pour ce qu'il a, mais pour ce qu'il est, une *politique*

²⁵ Cf. *Mondes émergents. L'Atlas du Monde Diplomatique*, Numéro hors-série du Monde Diplomatique, Paris, 2012, p. 81.

²⁶ Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, trad. J.-L. Fidel, Paris, Odile Jacob, 1997.

²⁷ Sur les relations entre l'Europe et la Chine, une approche plus positive paraît possible : à un moment où la Chine, après la longue période maoïste, est en recherche de culture, l'Union européenne pourrait développer une véritable politique culturelle dans ses Relations avec la Chine. Voir l'analyse de Philippe Kern, sur le site de KEA. Ceci toutefois n'est envisageable que dans le respect du projet européen, démocratique et pacifique.

²⁸ Il va de soi que l'aspect religieux est essentiel. Il est peu présent ici car j'ai voulu axer la réflexion sur la politique culturelle. J'ai traité du défi que représente la société pluriconvictionnelle dans *Liberté et libéralisme ? Introduction philosophique à l'humanisme libéral*, Bruxelles, l'Académie en poche, 2012, p. 79 et sq.

culturelle s'impose comme une nécessité ; à la condition de ne pas reculer, précisément, devant le fait, qu'en tant que *politique* elle doit s'articuler à la composante première du politique : la distinction ami/ennemi²⁹. Il n'y a pas de politique sans qu'intervienne celle-ci. Mais, comme d'autre part nous nous situons dans le champ d'une politique *culturelle*, il ne s'agit pas de définir *qui* est ennemi, mais d'identifier quels sont les idées, les notions, les discours *ennemis*.

Sur ce point, à l'occasion du colloque international sur la Prévention des génocides, organisé à Bruxelles par Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères, Assumpta Mugiraneza, directrice du Centre IRIBA à Kigali, a fait part des similitudes indiscutables entre le discours anti-Juifs des nationaux-socialistes allemands et celui anti-Tutsi des génocidaires Rwandais. La phraséologie, la rhétorique, les mots sont les mêmes. Elle a pointé notamment cette constante qui, à un moment du processus menant au massacre final, consiste à assimiler la catégorie d'humains visés (la première étape étant la négation de tout caractère individuel, singulier, personnel de celles et ceux que l'on rejette tous ensemble « dans le même sac ») à de la vermine, des vers, des cafards, des insectes, des poux... La parole dit le dégoût insurmontable de l'homme pour le sous-homme. Ne plus pouvoir voir l'humanité en l'autre, ne plus ressentir sa présence, sa proximité, son existence même, que sous la forme du grouillement immonde de la vermine et des poux, tel est le *discours ennemi* à l'encontre de l'humain, donc de l'universel. Ces mots résonnent alors comme autant de symptômes de la violence qui n'a plus grand chose à attendre pour se déchaîner. Les actes génocidaires sont précédés, annoncés, anticipés par une logique discursive et un mode de pensée repérables.

* * *

Une politique, voire une diplomatie, culturelle n'est-elle qu'un vœux pieux ? En tout cas, ce ne devrait pas l'être, car il existe désormais un projet, une ambition, une construction politique, qui a pour nom Union européenne ; laquelle, me semble-t-il, a besoin d'une *politique européenne de la culture*, adaptée à l'essence et aux défis du fédéralisme européen. Une telle politique culturelle européenne devra être en mesure d'identifier quelles sont les idées ennemies, quels sont les concepts qui lui sont adverses et opposés ; et sur cette base, arrêter l'attitude à adopter, les principes à défendre, la riposte à choisir à l'encontre des courants ennemis que sont les nationalismes, les fondamentalismes, les néo-racismes, l'antisémitisme, les populismes...

Dans le cadre géopolitique actuel, les problématiques d'ordre culturel ont acquis une telle importance, qu'une diplomatie culturelle non seulement n'est plus utopique, mais est au contraire nécessaire. Cette présence culturelle au cœur des Relations internationales requiert lucidité et détermination de la part des acteurs européens. La culture dès lors, contrairement à ce à quoi la médiacratie actuelle l'a réduite, ne doit pas être cantonnée à l'industrie du divertissement ni à un registre consumériste. Son créneau est celui de la *qualité* de ce que l'on apprend, de ce que l'on enseigne, de ce que l'on comprend, de ce que l'on édifie en commun. Il me paraît que cette dimension qualitative l'Europe doit se la réapproprier.

A cet égard, un des problèmes majeurs pour l'Union européenne est de manquer d'intelligibilité. On ne sait plus exactement où elle est, où elle se situe, où elle va, ce qu'elle fait, ce qu'elle réussit ou pas. L'Union a besoin d'une adhésion populaire plus forte. Malheureusement cette adhésion, de plus en plus nombreux sont les citoyens qui ne ressentent plus la nécessité de la lui accorder. Qui oserait prédire si, après les élections européennes de mai 2014, le parlement européen sera majoritairement composé de profédéralistes ou d'euroseptiques ? Ce projet politique, unique dans l'histoire de l'humanité, porté par une volonté partagée de paix, et qui a

²⁹ Cf. Julien Freund, *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965.

réussi l'exploit d'amener des Etats-nation souverains à transférer, pour le bien et la prospérité du plus grand nombre, des parts entières de leur souveraineté à une entité supranationale, ce projet d'une Union européenne convainc difficilement. Est-ce dû à la nature des politiques européennes ? Pas entièrement. Est-ce dû à la complexité du paquebot Europe ? Pas seulement. Le désenchantement européen, se nourrit aussi d'une insuffisance de la pensée politique, et partant d'un manque d'intelligibilité citoyenne, relativement au projet fédéraliste européen. C'est ce qui explique d'ailleurs la résurgence et le succès actuel des idées ennemies, des fondamentalismes, des nationalismes et autres « identités meurtrières ».

En réalité, le projet européen est à ce point inédit, inouï, encore jamais expérimenté, que nous ne disposons pas des notions, des concepts, pour en définir l'origine, les limites, les enjeux et les objectifs. Incapables de penser l'Europe, il est malaisé d'en rendre compte aux premiers concernés : les 507 millions de citoyens qui ne sont, aujourd'hui encore, européens qu'à la condition d'avoir une carte d'identité nationale. Comment les convaincre de leur citoyenneté européenne, alors que dans les faits celle-ci n'existe pas. Nos concepts sont demeurés attachés à la géopolitique des Etats-nation, celle-là même dont les pères fondateurs du projet européen ont tenté de nous sortir ; car la logique nationaliste a abouti – il ne faudrait quand même pas l'oublier – aux dizaines de millions de morts provoqués par deux Guerres mondiales. Par ailleurs, lorsque l'on tente de dépasser les paramètres étatico-nationaux, on ne fait que remettre au goût du jour ceux qui caractérisaient les Empires de jadis. C'est le cas d'Ulrich Beck, co-auteur d'un ouvrage au titre explicite : *Pour un Empire européen*³⁰ Or, cette vision impériale de l'Union européenne, non seulement elle ne correspond à rien, mais de plus elle effraie nombre de pays, notamment à l'Est de l'Europe, là où l'Histoire a été une lutte contre l'Empire romain, contre l'Empire ottoman, contre l'Empire austro-hongrois, et contre l'Empire communiste (avec la présence entretemps du *totale Staat* nazi). Aussi, le grand historien du Moyen Âge, Jacques Le Goff, a-t'il raison d'insister, « L'Europe doit aujourd'hui inventer une autre forme d'unité que celle d'un Empire »³¹.

Il faut viser une conscience européenne, oserais-je, dire plus organique. Approfondir la connaissance des réalités européennes. Etre porteur d'une culture plus élaborée par le savoir ; une culture « transeuropéenne » qui, par exemple, permette de comprendre que l'élargissement de l'Union, après la chute du communisme, était non seulement un devoir mais une nécessité ; pas uniquement pour les pays de l'Est concernés, mais aussi pour l'Europe occidentale. Comprendre que les Européens de l'Est ne sont pas des étrangers venus prendre le travail des Belges. Comprendre que ces pays ont été le rempart durant des siècles contre l'impérialisme ottoman, et que les combats qu'ils ont menés ont aussi, entre autres, permis à nos Etats de l'Ouest de prendre naissance et de se maintenir. Comprendre que le développement économique, aujourd'hui et demain, de pays comme la Croatie, la Hongrie, la Roumanie... sont aussi la condition du développement économique de l'Europe tout entière.

Cela n'est possible que si l'Union européenne ose enfin s'avancer sur le terrain d'une culture partagée par les Européens. Arrivé à ce point, il me faut insister sur un principe essentiel : la culture est distincte de l'art. Art et culture ne recouvrent pas des champs identiques. L'œuvre artistique est créée à l'occasion d'un échange *singulier* entre le romancier et les mots, entre le peintre et les couleurs, entre le musicien et les sons. Elle est vécue à l'occasion d'un échange tout aussi singulier entre le lecteur qui la lit, le spectateur qui la regarde, l'auditeur qui l'écoute. L'art

³⁰ Ulrich Beck, Edgar Grande, *Pour un Empire européen*, trad. A. Duthoo, Paris, Flammarion, 2007. Si le titre original est *Das kosmopolitische Europa*, l'objectif est bien *L'Empire cosmopolitique*, comme exposé notamment au chapitre 3, p. 75 et sq.

³¹ Jacques Le Goff, *La vieille Europe et la nôtre*, cité par Peter Sloterdijk, in op. cit., p. 77.

nous reconduit, créateur, interprète, lecteur..., chacun *singulièrement* face à soi-même, là où, au bout du compte, nous sommes seul(s). Ce pluriel du mot « seuls » est significatif : la reconduction face à la solitude de chacun est de façon paradoxale ce qui est le lot de tous. Cette humanité *singulièrement* partagée n'est-elle pas la seule voie d'accès en nous à l'universalisable ? Avec, pour corollaire, que ce qu'enseigne la parole grecque « Connais-toi toi-même » serait moins égoïste qu'il n'y paraît à première vue.

Il n'y a pas de « leçon collective » à tirer de *L'étranger* de Camus, ni de *Crime et châtiment* de Dostoïevski ; ni davantage de la Symphonie n°1 en ré majeur de Mahler, ou du *Baiser* de Rodin. Il n'y a là aucune leçon pour quelque diplomatie du Soft Power que ce soit ; et s'il est compréhensible que l'excellent Directeur Général du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, Paul Dujardin, se réjouisse d'avoir accueilli sur la scène du Concours Reine Elisabeth, le président Barack Obama pour son « discours de Bruxelles », ce discours - à bien l'entendre - n'avait pour but que de convaincre l'*ami* européen de faire front face à la Russie de Poutine³². Tout en faisant oublier dans cette prestigieuse enceinte où ont résonné parmi les plus beaux sons musicaux de tous les temps, que les « murs ont des oreilles », autrement dit que l'*ami* américain espionne sans vergogne l'Union européenne.

Mais s'il n'y a nulle leçon collective à retenir, il n'en demeure pas moins que l'oeuvre artistique ou littéraire, en amenant chacune et chacun à (re)connaître sa propre liberté, opère une sorte d'universalisation paradoxale : je suis seul mais nous sommes tous, seul(s). Nous sommes libres, mais tous nous sommes libres tout autant que je le suis. L'ego face au miroir de l'oeuvre se voit comme démultiplié. Ceci constitue, me semble-t-il, un socle possible pour fonder une «allologie»³³.

C'est dans cet esprit qu'il faut lire la remarque très profonde que fait Abdelwahab Meddeb lorsqu'il affirme que la pensée en islam souffre d'une absence décisive : « Les grandes tragédies grecques n'ont pas résonné en langue arabe ». Rien n'y est parvenu des conflits tragiques « qui constituent l'épreuve ultime de la liberté qui parfois défie les lois de la cité ». Et de préciser que, même si des poètes et des philosophes arabes ont rencontré et exploré le sentiment de l'existence « Rien n'est venu remplacer ce moment cardinal de la culture universelle qu'est la tragédie athénienne (...) autour d'une grandiose mise en scène du surgissement radical de la liberté humaine et de la rupture qu'elle entraîne avec l'ordre du monde ». Le théâtre tragique grec touche à l'universel, parce qu'il parle à chacune et à chacun. L'absence d'une telle parole, dit notre auteur, est « un des grands drames de l'islam »³⁴.

Un islam non plus théocratique, mais démocratique n'est pas une utopie. Mais si l'on veut dépasser le stade des intentions, besoin est de combler cette absence du singulier et de l'universel.

Art et culture non seulement différent, mais s'opposent : l'acte créatif est, de façon tout à fait essentielle, l'apparition d'une nouveauté imprévue qui n'existait pas encore *dans* la culture. « L'art, par essence, pose, pour la culture même, la question des *frontières* de la culture », a écrit le

³² Cf. Paul Dujardin, *Soft Power, culture et le rêve européen*, in *La Libre Belgique*, Bruxelles, 25 mars 2014, p. 54-55.

³³ Ce concept m'a été inspiré par le professeur Michaël Singleton. Lire sa contribution au Colloque que j'avais initié en tant que Président du Parlement wallon, à l'Université de Liège pour le 20ème anniversaire de la Région Wallonne : M. Singleton, *La carte de l'identité*, in *Questions régionales et citoyenneté européenne*, éd. de l'Université, 2000, p.101-123.

³⁴ In André Glucksmann, Nicole Bacharan, Abdelwahab Meddeb, *La plus belle histoire de la liberté*, préface de Vaclav Havel, Paris, Seuil, 2009, p.150-151.

philosophe belge Max Loreau, martelant le leitmotiv de Jean Dubuffet « L'art est anticulture »³⁵. Que les faiseurs d'opinion n'empêchent dès lors personne de lire, de voir, d'entendre, d'éprouver librement ! Qu'ils laissent les artistes travailler et créer, sans leur imposer un cahier des charges, européen ou non ! Rappeler l'échec du très doctrinal « Réalisme Socialiste », devrait d'ailleurs suffire comme mise en garde.

L'intelligence, y compris celle de l'émotion, est l'alpha et l'oméga de la création artistique, elle pénètre les arts de la scène et du spectacle, les arts plastiques, l'écriture... La culture elle, vient après coup. Elle prend en charge les faits, les données, les événements, le ressenti, le vécu. Elle construit et aménage à destination de chacune et de chacun de l'explicable. Ce travail ultérieur, qui explique ce qu'il en est du réel, de l'imaginaire, de l'art et de la vie, caractérise toute forme de culture, en ce compris la culture européenne. Mais, ce qui, depuis son origine grecque, distingue celle-ci, c'est son refus de s'en tenir à des croyances immédiates et superficielles. Au fur et à mesure que se consolidait, dans la Grèce antique, l'état civique - c'est-à-dire le droit de débattre au sein de la *polis* - on a vu se développer en même temps la capacité d'évoquer des hypothèses différentes à propos du *kosmos*. De même qu'il y avait la liberté de débattre politiquement, il y avait la liberté de confronter les théories explicatives. La civilisation européenne est ainsi née à Milet (sur le sol de la Turquie actuelle) avec les philosophes Thalès et Anaximandre. Ceux-ci ont, les premiers, substitué aux explications de nature transcendante, la question proprement scientifique « Qu'est-ce que ? »³⁶. Cette volonté de comprendre ce qui est, de percer à jour les « lois » de la nature, tout autant que les lois de la Cité, cette volonté de connaître mieux et davantage, tel est l'esprit même de la culture, ou de la civilisation, européenne ; laquelle sera portée et théorisée à partir de la Renaissance, en particulier par les Lumières.

La culture, pour les Européens que nous sommes, ce sont des savoirs travaillés, acquis et partagés ; non pas l'adhésion émue et spontanée à la communauté, mais l'approfondissement des recherches et des connaissances. C'est pourquoi les sciences humaines, en ce 21^{ème} siècle naissant - dont j'ai commencé par affirmer qu'il sera marqué par la question de l'humain - doivent, tant et plus, nourrir les questionnements politiques, défricher des territoires communs pour des rencontres possibles entre des cultures différentes. Il faut, sans naïveté, sans angélisme, approfondir, élargir, amplifier, diffuser au maximum ce que chercheurs, auteurs, intellectuels, universités (le mot *université* vient d'*universitas*), ont à nous dire de cette question en laquelle Kant résumait son œuvre, sa pensée, sa philosophie, son enseignement : « Qu'est-ce que l'homme ? ». L'humain, mais aussi les humains ; les populations, avec leur histoire, leur parcours ; les gens, les hommes, les femmes, avec ce qu'ils ont vécu. L'histoire des peuples doit être étudiée et davantage portée à la connaissance du plus grand nombre. C'est une nécessité pour une plus grande compréhension réciproque : l'histoire, comme le disait Jacques le Goff, donne de l'âme au politique.

J'en reviens à la possibilité d'un accès à l'universalité de l'humain ; je ne nie pas, et je n'ai cessé ma vie durant de rechercher celui que m'ouvre sur notre condition originelle ma propre solitude, solitude à chaque fois éveillée, ravivée par la *rencontre* avec une œuvre littéraire ou artistique. Mais avec la même vigueur, je continue à maintenir que cela seul ne permet pas de fonder un monde meilleur : une amélioration positive ne peut être le fait que d'un projet politique soutenu. L'Union européenne est un tel projet.

³⁵ Max Loreau, *Art, culture, subversion*, in *La peinture à l'œuvre et l'énigme du corps*, Paris, Gallimard Essais, 1980, p.65. Je souligne le mot « frontières ».

³⁶ Plusieurs ouvrages-clé méritent d'être cités : Philippe Nemo, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, Paris, PUF Quadrige, 2004 ; Lambros Couloubaritsis, *Aux origines de la philosophie européenne*, Bruxelles, De Boeck, 1994, et *Histoire de la philosophie ancienne et médiévale*, Paris, Grasset, 1998 ; Carlo Rovelli, *Anaximandre de Milet ou la naissance de la pensée scientifique*, trad. M. Smerlak, Paris, Dunod, 2009.

C'est la raison pour laquelle je ne peux éviter deux questions. Tout d'abord, n'est-il pas contradictoire d'avoir posé comme point de départ la dimension mortifère, et aussi bien la dimension meurtrière des identités culturelles, pour ensuite solliciter l'adhésion à une culture dite des « connaissances partagées » ? Ensuite, quels pourraient être les instruments d'une politique culturelle européenne telle qu'explicitée ci-dessus ? Autrement dit, que faire ?

A la première question, je ne répondrai pas en me retranchant derrière la résignation d'un fatalisme de circonstance ; du style : « Même si tout prouve le contraire, il faut continuer à croire en l'avènement possible d'un monde meilleur, en l'épiphanie d'une universalité sans ennemi, en une raison qui finira par triompher de ses contradictions ! ». Certes, tout n'est pas à rejeter dans cette profession de foi, car elle traduit un sentiment sincère de confiance en l'*humanité*. Confiance d'ailleurs confortée par le fait que l'Histoire n'a pas été marquée que par le mal : la liberté humaine est aussi un pouvoir pour le bien. Des avancées positives ont pu être accomplies. Elie Barnavi, dans l'article cité ci-dessus, le souligne : « Après tout, la première moitié du 20^{ème} siècle ne résume pas l'histoire de l'humanité. La démocratie a fait des avancées remarquables, et pas seulement en Occident. Les droits de l'homme sont sortis des livres des philosophes pour investir le droit positif, y compris le droit des gens (...) La guerre n'a pas disparu, loin s'en faut, mais elle est moins légitime que jadis... ».

C'est exact : pour imparfaits qu'ils soient, des mécanismes internationaux de prévention et de contrôle ont été mis en place, existent, sont opérationnels, et parfois même efficaces, notamment dans le cadre de l'ONU, du Conseil de l'Europe...

Ma réponse, dès lors, tend à fonder plus précisément cette réflexion sur les acquis de la construction européenne. L'existence d'une entité – voire d'une puissance – politique et économique dont la « politique étrangère et de sécurité commune », depuis les Traités de Maastricht (1992) et de Lisbonne (2007), est fondée sur des principes humanistes et pacifiques, est sans précédent. Une telle opportunité a toujours fait défaut durant les siècles passés. Ce fut le cas, par exemple, à l'issue des épouvantables Guerres de religions qui avaient dévasté le territoire européen et décimé les populations. Les Humanistes de la Renaissance ont pu avec courage initier les concepts fondateurs des Lumières comme le droit, la raison, la paix. Un Erasme, par exemple, en 1515, a pu écrire des hommes que « la diversité superficielle des noms de leur pays suffit à elle seule à les diviser », pour regretter dans la foulée qu'ils ne se réconcilient pas « plutôt sur toutes les valeurs qu'ils partagent ensemble »³⁷. Mais cet humanisme naissant ne put empêcher ni le massacre de la Saint Barthélemy, ni tant d'autres crimes perpétrés au nom de croyances opposées.

Aujourd'hui, grâce à la détermination politique et démocratique, il peut en être autrement. Née d'un demi-siècle de Guerres mondiales, l'Union européenne est une construction qui s'opère dans et pour la paix. Ses valeurs essentielles fondent sa politique étrangère : les articles 3 et 21 du Traité sur l'Union Européenne assignent à celle-ci la défense des grands principes (démocratie, état de droit, droits de l'homme et de l'enfant, libertés fondamentales) ainsi que l'organisation de la sécurité collective (respect du droit international et de la charte des Nations Unies, développement durable, solidarité, lutte contre la pauvreté...). L'Union européenne est un édifice nouveau, à la fois récent et inédit, sur la scène internationale ; même si désormais d'autres organisations internationales, comme l'Union Africaine ou le Mercosur sud-américain, s'inspirent du modèle européen. Que cet édifice nouvellement constitué - malheureusement encore privé de texte

³⁷ Erasme, *La complainte de la paix*, 1515, cité in Y. Hersant, F. Durand-Bogaert, *Europes de l'Antiquité au XX^e siècle. Anthologie critique et commentée*, Paris, Laffont Bouquins, 2000, p.929.

constitutionnel - soit confronté à des difficultés économiques, sociales, citoyennes, sociétales, relève des enjeux politiques et des conflits d'intérêts inévitables. Ainsi faut-il vaincre l'euro-scepticisme et parvenir à une politique européenne cohérente pour les Affaires Etrangères, notamment au niveau du Service Européen pour les Affaires Extérieures, avec des volets «Construction de la paix» et «Prévention des conflits». Ceux-ci existent mais leurs budgets, leurs moyens, sont insuffisants ; exemple supplémentaire du débat devenu essentiel relatif à un budget européen à la hauteur des besoins, des nécessités et des ambitions du fédéralisme européen. Quoi qu'il en soit, il n'y a qu'une seule certitude : l'Union européenne ne pourra surmonter les enjeux sociétaux, les défis économiques, voire les conflits politiques, elle ne pourra assurer le bien-être des citoyens et la prospérité « transeuropéenne », qu'à la condition d'être portée par une adhésion de type culturel ; une adhésion du peuple d'Europe. Il faut à la fois *politiser* l'Europe et la *populariser* : il n'y a pas de démocratie, sans *demos*, sans un peuple citoyen, un peuple qui exprime un vote pour un Parlement, mais aussi un peuple qui débat, se fait entendre et résiste pour faire valoir ses droits et porter ses libertés. A l'opposé complet de la technocratie, qui agit comme un «tueur silencieux», le peuple d'Europe doit être celui d'une démocratie en laquelle s'expriment, se confrontent, et s'opposent des «modèles de société antithétiques, et non des nations en quête de leur identité perdue»³⁸.

La période critique que traverse l'Union Européenne, et de façon plus aigüe la Grèce ou l'Espagne, requiert un volontarisme lucide. Il faut aller vers une solidarité institutionnelle renforcée, c'est-à-dire vers davantage de fédéralisme européen tel que porté par Guy Verhofstadt. Fédéralisme dont les modalités, je le répète, sont encore insuffisamment pensées et restent à inventer. Or, comme le démontre Etienne Balibar - un des rares auteurs, avec Jürgen Habermas, à avoir une vision politique *et* philosophique de l'Europe - le fédéralisme n'a aucune chance de voir le jour sans la démocratie. La crise actuelle peut, doit, être l'occasion de cette émergence démocratique à l'échelle transeuropéenne : « Elle conditionne une renaissance de la participation politique active (ou de la citoyenneté) et est le seul antidote possible au développement des populismes nationalistes ou néo-fascistes »³⁹. A cette fin, Balibar propose d'envisager le concept de « populisme » sous un autre angle, celui d'un sursaut des peuples européens, réveillés par la crise grecque et se préoccupant enfin de l'Europe qui les concerne – ou qui devrait les concerner. Pour ma part, il me paraît impossible de reconstituer une nouvelle virginité pour le terme « populisme » ; et ce, malgré l'appel au peuple qui résonne à travers lui. Par contre, convaincu de la nécessité de trouver la voie de l'adhésion citoyenne au projet européen, je retiendrais le terme inusité de « popularisme » : l'Europe ne sera fédéraliste, trans-européenne, que si elle est « popularisée » dans tous les sens du mot. Le peuple européen doit se saisir du projet européen.

Que l'on me comprenne bien, je n'ai pas la naïveté de croire qu'une politique culturelle européenne constituerait *la* réponse à tous les aspects de la crise actuelle. Membre du Comité des Affaires européennes réunissant des parlementaires belges du Sénat et de la Chambre, je *contrôle* avec beaucoup d'attention les décisions européennes, en matière de rigueur budgétaire, ou de relance économique⁴⁰. Je soutiens avec le même engagement la nécessité d'une politique de sécurité et d'une force militaire communes. Mais rien d'européen ne peut se construire en l'absence d'une volonté citoyenne portée par le peuple d'Europe. Résultant des transferts de souveraineté des différents Etats-membres, la démocratie européenne est loin d'être «achevée»,

³⁸ Etienne Balibar, Un nouvel élan, mais pour quelle Europe ?, in *Le Monde diplomatique*, mars 2014, p. 16-17.

³⁹ Etienne Balibar, *Réflexions sur la crise européenne*, in *Les Temps Modernes*, avril-juin 2013, n°673, Paris, p.128-151.

⁴⁰ J'ai déposé une proposition de résolution au Sénat pour que soit renforcée l'association des parlementaires « nationaux » aux débats sur les décisions budgétaires, prises au niveau européen, mais qui concernent directement les Etats-membres.

notamment sur le plan électoral, puisque les citoyens votent encore dans un cadre national, sans pouvoir influencer le choix d'une majorité politique au niveau européen. Il faudrait pouvoir, pour l'élection du Parlement européen, voter pour des candidat(e)s sur des listes transnationales.

De même faudrait-il renforcer les possibilités de referendum et de consultation populaire. Dans cet esprit, la procédure du Droit d'Initiative Européen qui devait permettre aux citoyens des différents Etats-membres d'influer sur les politiques européennes, moyennant des pétitions recueillant un million de signatures, s'est soldée malheureusement par un échec (deux pétitions seulement ont abouti, sans n'obtenir de résultat concret ; les autres pétitionnaires ont été découragés par le manque d'assistance). Elle doit être revue, afin de donner pleine satisfaction à toutes celles et à tous ceux qui veulent encore penser que l'Europe n'est pas le problème, mais la solution. L'appropriation citoyenne du projet européen nécessite de telles courroies de transmission entre le peuple d'Europe et les institutions.

Il me reste à tenter de répondre à la seconde question ainsi reformulée : quels moteurs pour quelle culture ? La seule culture qui permette de faire pièce aux « idées ennemies », telles qu'évoquées et définies ci-dessus, la seule qui permette de concrétiser les objectifs d'une politique étrangère européenne respectueuse des engagements du Traité sur l'Union, est une « culture de la liberté ». Cette notion ne doit pas être comprise comme étant seulement synonyme de « libre culture ». Par « culture de la liberté », j'entends désigner une *politique* qui se dresse contre tout courant qui tend à couper la liberté de ses origines, à la vider de son contenu, de son sens, et de sa portée concrète pour chacune et chacun. En ce sens, j'ai déposé au Sénat une proposition de modification de la Constitution belge afin d'y insérer une disposition semblable à celle qui clôt la Déclaration universelle des Droits de l'homme ainsi que la Charte européenne des Droits fondamentaux, à savoir que nul ne peut se revendiquer des droits et libertés garantis par ces textes fondateurs pour justifier ce qu'il considérerait comme son droit et sa liberté d'agir contre ceux-ci.

Il faut avoir le courage de refuser le relativisme qui tend à placer toutes les pratiques culturelles à un même niveau d'humanité. Si l'on peut comprendre qu'une approche théorique dans le domaine des sciences humaines, puisse procéder de la sorte, il ne peut en être de même au regard de l'interrogation éthique qui doit être portée sur l'organisation, sur la gouvernementalité, des communautés humaines. Contre le relativisme culturel qui place sur un pied d'égalité toute croyance et toute pratique (y compris les mutilations génitales imposées à des millions de femmes), contre le formatage médiatique de l'intelligence et de l'émotion, contre l'abandon de l'enseignement des *humanités*, contre la banalisation des diktats bien-pensants (autrement dit, qui ne pensent pas), j'en appelle à une « culture cultivée », à un savoir partagé, à une nourriture de la pensée, à une volonté commune de comprendre mieux et davantage. Il y a là un travail de réhabilitation immense à accomplir, dont Elie Barnavi a également raison d'affirmer qu'il est avant tout une affaire politique qui concerne tous les niveaux de pouvoir ; depuis les collectivités locales jusqu'aux organismes internationaux, en passant par les outils publics d'aide à la création et à la diffusion.

Voici dès lors – concomitantes de la nécessité d'avancées démocratiques au niveau du fonctionnement des Institutions de l'Union – une vingtaine de pistes culturelles visant un dessein et un destin communs pour le peuple d'Europe.

- Historiens et enseignants doivent urgemment rédiger un manuel pédagogique de l'histoire européenne, libérée des œillères nationales. La tâche n'est évidemment pas simple, tant les nations se sont affrontées et combattues au cours des siècles. Mais elle est essentielle : on ne peut construire un avenir sur l'ignorance du passé.

- L'ensemble des cursus scolaires organisés dans les Etats-membres doit intégrer la généalogie de l'esprit européen. Celui-ci s'est constitué à travers cinq grandes étapes : le savoir grec, le droit romain, l'éthique judéo-chrétienne, l'humanisme Renaissance, la démocratie libérale. Avec cette caractéristique non négligeable d'être la seule parmi les différentes civilisations, à être passée par chacune de ces étapes et les avoir intégrées⁴¹. Il ne s'agit donc pas d'une juxtaposition d'éléments variés, mais d'une véritable évolution. En outre, si la société européenne actuelle est passée par ces périodes successives - notamment par le «moment» chrétien, ce qui provoqua un débat complexe sur l'introduction ou non d'une référence spécifique dans le projet de Traité constitutionnel - les valeurs transmises n'ont pas fait l'objet d'un simple copier-coller. A titre d'exemples, en Europe, la démocratie entérine réellement l'égalité de l'homme et de la femme (ce qui n'avait jamais été mis en pratique précédemment), ainsi que le respect de toutes les «races» humaines (ce que le christianisme n'avait fait ni pour les Noirs, ni pour les Indiens ; ni les Grecs, pour les Barbares et les esclaves...). Enfin, Jacques Derrida, dans son Séminaire sur la peine de mort a remarquablement montré comment le sixième Commandement « Tu ne tueras pas », n'a été implémenté dans la loi que par la démocratie européenne moderne qui a interdit l'application de la peine de mort⁴².

- Un maximum de disciplines enseignées doivent donc être marquées d'un exposant « Europe » : pas uniquement le cours d'histoire, mais aussi les cours de langue, de littérature, de sciences... Et ce, complémentaiement à l'introduction, dans le cursus scolaire organisé par chaque Etat-membre, d'un cours consacré aux principes de la démocratie européenne : respect des droits et des libertés, scolarité, éducation, tolérance, dignité humaine, solidarité, engagement pour la paix, responsabilité écologique, progrès scientifique... Les grands noms porteurs de ces engagements et de ces victoires sur le mal, sur l'ignorance, sur la «misère humaine» comme l'écrit Peter Sloterdijk⁴³, ont toujours dépassé le cadre étroit des Etats-nations : Pasteur, Curie, Einstein, Bohr...

- De même est-ce par l'école que l'on pourra, sur le long terme, contrer les risques de radicalisation et de fondamentalisme religieux : un enseignement de l'histoire culturelle des religions et des convictions philosophiques⁴⁴, organisé à l'attention de tous les élèves, permettra de mieux connaître et comprendre l'autre.

- Si on peut supposer que les universités, l'enseignement supérieur et le monde de la Recherche sont, par nature, de plus en plus internationalisés, il faut veiller à accentuer leur déploiement. Le programme Erasmus va en ce sens. Il serait bon de l'étendre à un maximum de secteurs d'apprentissages y compris dans l'enseignement technique et professionnel⁴⁵.

- Depuis ses origines à travers la philosophie grecque, l'enseignement s'est accompagné d'une réflexion pédagogique intégrant les progrès de la société. A l'heure présente, aucune option

⁴¹ Cf. sur ce point, Philippe Nemo, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, op. cit.

⁴² Jacques Derrida, *Séminaire La peine de mort Volume I (1999-2000)*, Paris, Galilée, 2012.

⁴³ Peter Sloterdijk, *Si l'Europe s'éveille Réflexions sur le programme d'une puissance mondiale à la fin de l'ère de son absence politique*, trad. O. Mannoni, Paris, Mille et une nuits, 2003, p. 90.

⁴⁴ C'est aussi le sens du combat que je mène depuis des années au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la création d'un cours de Philosophie et d'histoire culturelle des religions dans l'enseignement secondaire.

⁴⁵ J'ai, en ce sens, déposé une Proposition de résolution au Parlement wallon visant l'initiation d'un programme « Erasmus » pour l'apprentissage des métiers techniques à travers les fonds structurels de développement régional (Doc 881 (2013-2014)-n°1.

pédagogique ne peut ignorer le changement de paradigme que représente la numérisation des connaissances et leur accès via Internet⁴⁶. La culture s'alimentant de *connaissances partagées*, non seulement Internet permet une accessibilité sans précédent aux connaissances, mais il est aussi un outil sans précédent pour le partage des connaissances. La technologie Internet⁴⁷ est un appoint capital pour la construction européenne.

- Dans un autre registre, étant donné que l'histoire de notre continent est faite de guerres, de violences et de massacres accomplis par des « Européens » sur des « Européens », le *pardon* peut être considéré comme un acte de culture européenne. Un acte hautement symbolique qui ne peut se substituer à l'action de tribunaux internationaux, mais dont l'importance dans un travail de réconciliation ne peut être mise en doute. Sans abuser d'une procédure, qui deviendrait alors un procédé, le *pardon* pourrait intervenir, par exemple, entre différents pays de l'ex-Yougoslavie. On peut, à titre d'exemple, rappeler l'agenouillement spontané devant le monument du ghetto juif, accompli par Willy Brandt à Varsovie le 7 décembre 1970. Willy Brandt, Chancelier d'Allemagne fédérale depuis un an, et lui-même résistant antinazi, a demandé pardon, les deux genoux en terre, pour le crime collectif de ses compatriotes⁴⁸. Ce faisant, il a contribué à faire progresser la cause européenne. D'autres actes symboliques, liés à la réconciliation franco-allemande, ont également eu un fort impact : Charles de Gaulle et Konrad Adenauer priant ensemble dans la cathédrale de Reims, ou François Mitterrand et Helmut Kohl, main dans la main, à Verdun. La commémoration de la Première Guerre mondiale durant l'année 2014 doit être l'occasion d'une plus grande implication de l'Europe dans les manifestations nationales. Dans le même ordre d'idées, la mise en place d'un jour férié européen pourrait être décidée⁴⁹, en faisant choix parmi les dates marquantes de la construction de l'Union.

- Par ailleurs, toujours dans le registre des fautes assumées, et en demeurant sur le plan culturel, la restitution des biens personnels et collectifs est également un acte d'adhésion européenne. Les biens personnels et les œuvres d'art appartenant aux familles juives déportées⁵⁰, bien entendu. Mais aussi les œuvres emportées par les armées victorieuses. Notamment celles en provenance de toute l'Europe que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les « collections » napoléoniennes des Musées français⁵¹.

⁴⁶ Lire à ce sujet, l'interview du professeur Bernard Surlemont, Directeur du programme Entrepreneurs, dans le quotidien *Le Soir*, 29/10/2013.

⁴⁷ La présente réflexion sur l'univers de l'information numérique n'aborde pas les risques d'utilisations abusives : atteintes à la vie privée, cybercriminalité, cyberprostitution... contre lesquelles le législateur doit agir, y compris au niveau européen. Gérard Depez a notamment fait voter par le sénat une loi contre la cyberprédation.

⁴⁸ Cf. Gérard Saint-Paul, *L'agenouillement au ghetto*, Paris, Michel de Maule, 2012.

⁴⁹ Cette idée a été retenue notamment par le Congrès des Jeunes Réformateurs francophones belges, réuni à Mons le 9 novembre 2013 ; Présidente, Lora Nivresse ; Rapporteurs, Florent Dufrane et Mélisa Blot.

⁵⁰ Cf. notamment Hector Feliciano, *Le musée disparu. Enquête sur le pillage d'œuvres d'art en France par les nazis*, trad. S. Doubin, Paris, Gallimard Folio Histoire, 2008. Une enquête récemment menée dans 162 musées aux Pays-Bas a permis d'identifier 139 œuvres d'art dérobées à des familles juives par les nazis, cf. Agence Belga, 31/10/2013. Par ailleurs la découverte à Munich de quelque 1500 œuvre volées dans les mêmes circonstances rend urgente la mise en place de procédures claires de restitution.

⁵¹ Je me suis beaucoup battu pour que le Musée de Nantes restitue à la cathédrale de Tournai, un Rubens que les soldats de la République avaient purement et simplement volé. Un texte, en ce sens, a été, sur ma proposition, voté à l'unanimité par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Sur la problématique de la restitution des œuvres d'art, cf. Emmanuel Pierrat, *Faut-il rendre les œuvres d'art ?*, Paris, CNRS, 2011.

- La notion de propriété recouvre également la propriété intellectuelle, laquelle est encore insuffisamment protégée par les instances européennes. Garantir celle-ci est pourtant un enjeu de plus en plus aigu dans l'univers numérique où n'importe quelle oeuvre peut être accaparée, diffusée, reproduite... « Qui est encore propriétaire de quoi ? » est une question de plus en plus pressante. Elle sera au centre de différents travaux de réflexion préparatoires à des décisions politiques dans le cadre de «Mons, capitale européenne de la culture en 2015». Les principes défendus seront le maintien de l'exception culturelle, et la préservation des droits des créateurs.

- Ceci n'est pas sans lien avec la réflexion sur les conditions qui doivent être respectées au niveau mondial par les partenaires industriels et commerciaux de l'Europe, pour que les principes de la libre concurrence soient pleinement et sainement appliqués. La Commission européenne pourrait déjà, sans qu'il s'agisse de retour au protectionnisme, définir et mettre en oeuvre un «Label de qualité» européen intégrant les critères sociaux (interdiction du travail des enfants, par exemple) et environnementaux (réduction des émissions de CO2)⁵².

- Dans le registre « Patrimoines », les folklores, partout présents et souvent parents, sur l'ensemble du territoire européen, doivent pouvoir se poursuivre et se développer, en-dehors de toute velléité de mise sous tutelle par le politiquement correct (cf. l'exemple récent de la polémique née à l'ONU à propos du «Père Fouettard»). Il est évident qu'il s'agit de manifestations identitaires, mais ce sont des manifestations identitaires qui s'inscrivent dans une configuration tout à fait particulière composée de parodie, de dérision et de fantaisie : les Marcheurs de l'Entre-Sambre-et-Meuse ne sont pas des nostalgiques des guerres napoléoniennes ! Il ne s'agit pas de l'affirmation d'une identité constante, exclusive des autres, mais d'une attitude momentanée et répétitive, en rupture avec les contraintes de la vie⁵³. Le folklore (mot qui signifie «savoir populaire»), est une réappropriation de la vie par le peuple. A ce titre, il est fortement attaché à un lieu, à une région. Cet enracinement est salutaire : il n'y a nulle universalité sans ancrage local, et pouvoir être soi-même est une condition de l'ouverture aux autres⁵⁴.

- Comme des manifestations de type folklorique sont organisées à travers toute l'Europe et que, souvent fondées sur les mêmes légendes et les mêmes réalités concrètes, elles ne sont pas sans parenté, le développement de réseaux transnationaux, permet de «mettre de la chair» sur l'ossature de l'Union européenne, celle-ci étant composée des Etats-membres. Semblable opportunité est également présente à travers le monde associatif, les Mouvements de jeunesse, les fédérations sportives... Dans le même ordre d'idées, la suppression des frontières internes transforme les relations et les projets «transfrontaliers» en multiples foyers potentiels pour une culture «transeuropéenne».

- Je viens d'évoquer à plusieurs reprises les racines historiques, temporelles, de l'Europe. Ce rapport à l'histoire, il est essentiel de comprendre qu'il n'est pas extérieur à nous-même(s). Il est générationnel : autrement dit, il appartient désormais à toute la génération née en Europe après les premiers pas accomplis par les «pères fondateurs». Guillaume Klossa situe la naissance de cette génération au début des années 1970. Son livre *Une Jeunesse européenne* se présente comme le récit de ces quelque quarante années durant lesquelles les Européens ont vécu, sur le territoire de

⁵² Cf. Charles Michel, in *Le Soir*, Bruxelles, 8/3/2013.

⁵³ L'ouvrage-clé à ce sujet est celui de Mikhaïl Bakhtine, *L'oeuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, trad. A. Robel, Paris, Gallimard, 1970.

⁵⁴ Cf. la note ajoutée en 1986 et intitulée *Généralisation tardive*, par Louis Dumont à son ouvrage de référence consacré au folklore, *La tarasque*, Paris, Gallimard Sciences humaines, 1987 (1^{ère} éd. 1951), p.233 et sq.

l'Europe, les réalités et avancées de l'Histoire⁵⁵. Fondateur du Think tank EuropaNova, Klossa fait entendre, à l'attention de sa génération, un formidable appel à *s'engager* pour relever une Europe qui doute d'elle-même. La notion d'*engagement* n'est évidemment pas sans rappeler avec force la pensée et l'action de Jean-Paul Sartre. Avant de se perdre dans l'opposition dialectique entre existentialisme et marxisme, cet immense philosophe de la liberté avait, en 1949 consacré un texte à l'Europe naissante⁵⁶. Texte qui ressort aujourd'hui de l'oubli dans lequel l'avait laissé la tradition sartrienne⁵⁷. On peut y lire l'affirmation que j'ai reprise en exergue : «Le problème culturel, aujourd'hui, n'est qu'un aspect d'un problème beaucoup plus grand, qui est celui du destin entier de l'Europe». La question de départ posée à Sartre était en effet de savoir, au sortir de la 2ème Guerre mondiale, si la culture française, classique, à ambition universelle, pouvait être sauvée. A cette question, il répondit par l'affirmative : «Oui. Mais à la condition de reprendre le problème d'une façon entièrement différente et de comprendre qu'aujourd'hui il ne peut plus être question d'une culture française (...) Si nous voulons que la culture française reste, il faut qu'elle soit intégrée aux cadres d'une grande culture européenne». Or, il avait commencé par préciser que la culture européenne se caractérise de manière générale, par «une lutte séculaire contre le Mal». S'il y a engagement européen, c'est contre le Mal : «Que peut faire, que peut être un homme, que peut-il réussir s'il est admis que le Mal est dans le monde ?». Les millions de morts, les villes détruites, les camps d'extermination nous ont «confirmés dans cette idée tragique du Mal et de la lutte contre le Mal». C'est en fonction de cet impératif éthique qu'il écrit : «C'est en visant à une unité de culture européenne que nous sauverons la culture française, mais cette unité de culture n'aura aucun sens et ne sera faite que de mots, si elle ne se place pas dans le cadre d'un effort beaucoup plus profond pour réaliser une unité économique et politique de l'Europe ».

- Un paysage européen nous parle, selon Sartre, de tout ceci : les villes dévastées ! L'évocation de ce foyer de l'histoire européenne que sont les villes, relance la rencontre du temps et de l'espace que j'ai évoquée précédemment. La suppression des barrières nationales, l'effondrement du Rideau de fer, la réunification d'Etats que l'Histoire et le communisme avaient séparés..., ont ouvert des horizons européens nouveaux. Nous devons pouvoir nous les *approprier*, les rendre pleinement nôtres. Le territoire de l'Union européenne - nous n'y sommes pas encore habitués - est à connaître et à découvrir ; comme l'a été le territoire américain. A quand un roman européen d'une puissance épiphanique comparable à *On the road* de Kerouac ?

De là, l'importance d'avancer dans la finalisation d'un passeport européen, entérinant l'existence et la reconnaissance d'une citoyenneté européenne⁵⁸. Pourquoi contraindre les enfants de parents ayant des nationalités différentes à opter pour une nationalité lorsqu'ils ont atteint un certain âge ? Enfants de parents belges ? suédois ? polonais ? croates ?... Enfants d'Europe, a répondu le poète Czeslaw Milosz :

«Garde ton lot de talents, enfant d'Europe,

⁵⁵ Guillaume Klossa, *Une jeunesse européenne*, Paris, Grasset, 2014.

⁵⁶ *Défense de la culture française par la culture européenne*. Il s'agit d'une conférence donnée le 23 avril 1949, dès les premiers pas de l'intégration européenne, devant le Centre d'études de politique étrangère. Il fut publié dans la revue *Politique étrangère* sans être repris dans la première édition des *Situations*. On peut le lire désormais dans la nouvelle édition de *Situations, III Littérature et engagement*, revue et augmentée par A. Elkaim-Sartre, Paris, Gallimard, 2013, p. 383-405.

⁵⁷ Michel Contat et Michel Rybalka en avaient publié un condensé dans *Les Ecrits de Sartre*, Paris, Gallimard, 1970, p. 212-215, en précisant que Sartre avait également présenté celui-ci devant la Ligue française contre l'antisémitisme.

⁵⁸ Daniel Cohn-Bendit, Guy Verhofstadt, *Debout l'Europe ! Manifeste pour une révolution postnationale en Europe Suivi d'un entretien avec Jean Quatremer*, Bruxelles, André Versaille, 2012, p. 56-57.

*Héritier des églises baroques, des cathédrales gothiques,
Des synagogues où gémit tout un peuple abusé.
Successeur de Descartes et Spinoza, héritier du concept d'honneur,
Enfant posthume de Leonidas,
Préserve les talents gagnés pendant l'horreur.»⁵⁹*

- Le cinéma européen devrait pouvoir, à l'instar de ce qu'a été le cinéma américain, être le miroir symbolique de cette découverte et de cette appropriation de l'Europe par les Européens. Il ne sera plus seulement la mise en images de nos histoires nationales respectives, mais il sera un cinéma ouvert sur les espaces, le voyage, le road-movie : découverte des villes d'Europe, non plus comme lieux d'enfermement, non plus arrêts, mais lieux de passage. Il faut que des films européens puissent être réalisés, et il faut que les Européens puissent les voir (ce qui malheureusement aujourd'hui apparaît comme une gageure). Cela n'est pas non plus sans conséquences économiques ; le cinéma étant par nature, à la fois d'art et d'industrie, la Recherche et ses applications dans les technologies numériques progressent également via le secteur cinématographique.

Ce rapport entre villes et cinéma appelle deux remarques. C'est l'occasion tout d'abord de rappeler que le dernier grand Mouvement artistique européen, né lui aussi en 1948, fut Cobra : Copenhague-Bruxelles-Amsterdam. Ces artistes *expérimentaux*, de façon fulgurante, ont «transpassé» les frontières entre nations, langues, disciplines et pratiques artistiques. Seul(s), ou par petits groupes de deux ou trois, ils ont tracé une géographie transnationale ayant pour points d'intensité, les villes : Amsterdam, Binche, Bregnerød, Bruxelles, Copenhague, Hanovre, Liège, Malmö, Silkeborg... Villes européennes qui, à la différence de la Prairie perdue, seront notre géographie retrouvée, à la condition aussi qu'une politique de la culture européenne ait deux objectifs principaux : la création bien sûr, mais aussi la rencontre. Rencontre entre les arts, entre les personnes, et entre les publics et les œuvres, y compris par-delà les époques.

A chacune des grandes étapes, en effet, de la civilisation européenne – c'est ma deuxième remarque - une forme d'art s'est développée, prenant le pas sur les autres : la tragédie grecque, la statuaire antique, l'architecture médiévale, la peinture Renaissance, le théâtre de Molière, Racine, Shakespeare..., l'opéra et le roman au 19^{ème} siècle, et enfin le cinéma du 20^{ème} siècle à nos jours. Toutes œuvres qui ont, par les mots, par les sons, par les formes, par les couleurs, créé autant de passerelles entre la solitude de l'individu et l'universalité de tous, entre le singulier et l'universel. La preuve que c'est bien de cela dont il s'agit est que ces œuvres du « passé » nous sont toujours ouvertes aujourd'hui : lisibles, audibles, visibles... L'universalité est sans frontières, elle est aussi sans chronologie⁶⁰.

- A l'heure de la société techno-médiatique, au moment où les technologies de l'information permettent de franchir allègrement les frontières extérieures et intérieures, des media européens sont absolument indispensables. Or, il n'y a aujourd'hui aucun media susceptible de faire partager les principes essentiels de la construction européenne. Seules existent une chaîne de télévision franco-allemande (Arte), et une organisation des chaînes publiques nationales qui a son siège principal à Genève, donc en-dehors de l'Union. Le téléspectateur européen ne dispose, sur quelque support technique que ce soit, que d'un accès très limité à une programmation porteuse

⁵⁹ Czeslaw Milosz, *Enfant d'Europe et autres poèmes*, trad. M. Tschui et J. Silberstein, Lausanne, L'âge d'homme, 1980. Je garde le souvenir d'avoir offert ce livre à la maman de mes enfants, suédoise, probablement descendante d'Huguenots français, moi qui suis Wallon ayant des origines italiennes, lors de la naissance de notre fils Johan, en 1980.

⁶⁰ Je m'écarterais de mon objet si j'allais plus loin dans l'analyse, mais je tiens à souligner d'ores et déjà que l'Esthétique imaginaire que je revendique s'inscrit pleinement dans la continuité des réflexions ici exposées.

de l'université européenne : émissions, films, débats, connaissance mutuelle des populations...⁶¹.

- Les organismes publics de radio-télévision des différents Etats-membres doivent, dans leur cahier des charges, contrat de gestion ou autre, inclure une mission de service public axée sur l'appartenance européenne des citoyens. Il doit s'agir d'une obligation de production et de diffusion (quota significatif de films, de documentaires, d'émissions d'informations et d'analyse,... d'origine européenne, à des heures de grande écoute), vérifiable par un organe de régulation européen. Puisque l'Union européenne en tant que telle n'a pas compétence pour le faire, c'est au niveau des législations nationales qu'il faut poser des actes pro-européens⁶². Semblable obligation de service public doit inclure la diffusion d'œuvres et d'émissions en version originale, également sous-titrées, de façon à faciliter l'apprentissage et la maîtrise de plusieurs langues européennes.

- La question de la diversité linguistique européenne donne l'impression d'avoir été ces dernières années mise de côté. Il ne faudrait pas qu'elle se transforme en bombe à retardement de nature nationaliste au détriment du fédéralisme européen. Nous suivrons ici la proposition du professeur belge, d'origine grecque, Lambros Couloubaritsis⁶³. Le point de départ de sa réflexion est la notion de *proximité*, clé selon lui d'une Europe multiculturelle : il faut pouvoir réaliser de véritables proximités avec les autres en créant des relations humaines, et le cas échéant, en approfondissant leur culture pour s'en rapprocher davantage. Il est impossible toutefois dans une vie de multiplier les choix à l'infini : «L'important c'est de faire des choix librement. Or, si chacun de nous faisait quelques choix pour se rapprocher des autres, la multiplicité des choix produira un nombre si considérable de proximités différentes que la réalisation d'une unité originale et inédite, propre à l'Europe de demain, ne serait plus une utopie»⁶⁴. Se rapprocher n'est rendu possible que par l'échange que permet la connaissance de la langue. A l'inverse, la méconnaissance institue une limite, un mur infranchissable. On peut lire chez Marcel Proust un très bel exemple de ceci, lorsque le narrateur entend Odette et Gilberte Swann tenir en sa présence une conversation à son sujet, dans une langue, l'anglais, qu'il ne connaît pas. L'amour qu'il ressent pour la jeune-fille ne peut endurer cette exclusion. Ce sera le début de leur séparation : «Une langue que nous ne savons pas est un palais clos...»⁶⁵.

Revenons à l'analyse développée par Couloubaritsis. Les données chiffrées dont on dispose permettent d'affirmer qu'il y a bien trois langues dominantes en Europe. L'anglais, qui bénéficie du contexte de globalisation culturelle et linguistique à l'échelle du monde. Le français, pour des raisons historiques liées aux premières avancées de la construction européenne (la France, la Belgique et le Luxembourg, parmi les six Etats fondateurs), ainsi que pour le poids indiscutable de la Francophonie internationale (le français est parlé par quelque 220 millions de personnes). Et l'allemand qui, bien que peu répandu en-dehors de notre continent, constitue un poids politique

⁶¹ Richard Miller, Wim Wenders, Fabian Maray, *Visages du cinéma européen*, Bruxelles, Luc Pire, 2003. Cf. également, Richard Miller, *Le 7^{me} art de la démocratie*, in *L'éthique de la liberté*, Bruxelles, Luc Pire, 2007, p. 99 et sq.

⁶² Pour des raisons propres à la Belgique, les élections européennes de 2014 ont lieu en même temps que les élections régionales et fédérales.

⁶³ Lambros Couloubaritsis, *Les langues dominantes dans une Europe multiculturelle*, in *Une Europe de la création*, Actes du Colloque organisé à la Maison de l'Europe, les 24-25/11/2001 à Bruxelles, par les ministres Richard Miller, Bert Anciaux, Bernd Gentges, Avin, 2002, p. 436-479 (ouvrage trilingue : français, néerlandais, allemand)

⁶⁴ Op. cit., p. 467.

⁶⁵ Marcel Proust, *L'ombre des jeunes-filles en fleurs*, in *A la Recherche du temps perdu II*, Paris, Gallimard, 1987, p. 152-153.

et économique incontournable au centre de l'Europe. La langue allemande s'est aussi considérablement renforcée à l'occasion de la réunification de l'Allemagne et de l'entrée dans l'Union de pays de l'ancienne Europe de l'Est. L'espagnol, bien que parlé par plus de 280 millions de locuteurs dans le monde ne parvient pas à s'imposer comme langue dominante en Europe. L'existence de trois langues dominantes rend, qu'on le veuille ou non, de plus en plus caduque l'égalité des langues imposée par le Traité européen. « Pour qu'un pluralisme linguistique puisse être préservé dans sa racine, il faut que ce qui est promu soit crédible... seule la combinaison anglais-français-allemand s'accorde à cette réalité⁶⁶ ».

Sur base de ces éléments, il est proposé de rendre obligatoire pour chaque enfant, sur l'ensemble du territoire européen, l'apprentissage (en plus de sa langue maternelle, nationale ou régionale⁶⁷) de deux des trois langues dominantes ou véhiculaires (ce qui permet nécessairement d'échanger avec tout européen). Dans le cas où la langue maternelle est une de ces langues dominantes, l'équité voudra que les enfants apprennent eux aussi une troisième langue, laquelle pourra être la troisième langue véhiculaire, ou une autre langue *culturelle* parlée en Europe. S'il est vrai que l'anglais pourrait être choisi plus fréquemment comme langue de communication, une plus grande connaissance de l'anglais comme langue culturelle n'est pas non plus négligeable, permettant peut-être de sauver cette langue de la banalisation à laquelle la condamne la globalisation techno-médiatique.

- Enfin, pour promouvoir la proximité communicative, l'Europe pourrait s'appuyer davantage sur les outils existants en créant dans tous les Etats membres des Instituts de langues et de cultures européennes : à l'instar de l'Alliance française, du British Council, du Goethe Institut, de l'Institut Cervantès, du Centre Culturel italien, de l'Institut Dante, de l'Institut Camões...

* * *

La politique culturelle, telle que nous avons tenté d'en dessiner les contours et les objectifs, sera inévitablement articulée à un approfondissement de la *proximité* telle que mise en avant par Couloubaritsis⁶⁸. Celle-ci sera un élément décisif pour le vivre-ensemble au sein d'une société moderne, composite, pluriculturelle et pluriconvictionnelle, dont les membres sont disposés à surmonter les différences. Par contre, comme il l'a lui-même souligné, la proximité, dans certains contextes ou configurations particulières, n'est pas sans se retourner contre les personnes elles-mêmes ; elle induit alors des conduites négatives. Cette proximité agressive, on la retrouve au centre des processus génocidaires, comme le démontrent les travaux d'Assumpta Mugiraneza déjà cités⁶⁹. La proximité, dans un contexte de génocide, se voit affectée d'un exposant négatif et devient un facteur criminogène. C'est l'instituteur qui massacre ses élèves, le médecin ses malades, les habitants leurs voisins, les parents les membres de leur famille... C'est en procédant à la comparaison rigoureuse des déclarations des génocidaires Hutu avec les discours hitlériens et nazis que Mugiraneza a mis en évidence que celles et ceux assimilés à des colonies de « parasites » et de « poux » - dont l'inoculation dans le corps physique/social a été montrée à l'écran par

⁶⁶ Op. cit., p. 463.

⁶⁷ La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, n'a à ce jour été ratifiée ni par la France ni par la Belgique.

⁶⁸ Lambros Couloubaritsis, *La proximité et la question de la souffrance humaine En quête de nouveaux rapports de l'homme avec soi-même, les autres, les choses et le monde*, Bruxelles, Ousia, 2005.

⁶⁹ Cf. *Les mots du génocide*, dir. D. Collin et R. Waintrater, Genève, MétisPresses, 2011. Egalement, A. Mugiraneza et J. Hubrecht, *Enseigner l'histoire et la prévention des génocides Peut-on prévenir les crimes contre l'humanité ?*, Paris, Hachette, 2009.

Andrzej Zulawski dans la *Troisième partie de la nuit* - sont effroyablement proches. Leur vue, leur contact révulsent. Faut-il le rappeler, les Juifs vivant en Allemagne ou en Italie, avant les années 30, avaient le sentiment d'appartenir au corps de la nation. Il faut lire Israël Joshua Singer⁷⁰ pour éprouver ce que fut leur descente de plus en plus rapide aux enfers de l'altérité. Il raconte comment l'aïeul des Karnovski ayant décidé de quitter son *shtetl* de Pologne pour rejoindre la société juive de Berlin, recommandait au sein de sa famille les valeurs de la *haskala* : juif parmi les Juifs et allemand parmi les Allemands. La prise de pouvoir par les Nationaux-Socialistes en 33 va être le déclencheur d'une opération de conversion culturelle : la haute culture bourgeoise allemande, les grands principes de l'Aufklärung et de Moses Mendelssohn vont voir se substituer à eux le visage haineux de l'identité raciale dont s'enorgueillit l'Etat allemand. Car la mécanique du génocide, il faut y insister, passe par une *identification* de l'Etat et de la culture. Celles et ceux que l'Etat ne reconnaît pas pour siens, ou reconnaît pour étant autres à sa culture, doivent disparaître. Ils sont sans-Etat : ils n'existent déjà plus. C'est l'union des deux aspects qui rend le processus inexorable. Une culture peut rejeter des personnes qui n'en sont pas partie prenante : elle n'organise pas pour autant leur extermination. Un Etat peut très bien fonctionner avec une population de cultures différentes. Mais lorsque culture et Etat fusionnent, tout se passe comme si leurs vertus respectives et leurs défauts mutuels, appelaient l'*extrême violence*. L'Histoire montre malheureusement qu'une telle fusion n'a eu de cesse de séduire identitaires et pouvoiristes.

Les crimes génocidaires s'accomplissent le plus souvent dans le corps à corps, de façon rapprochée, avec des gourdins, des outils, des machettes, des instruments de torture... Ce ne fut pas seulement le cas au Rwanda où les cadavres Tutsi ont été retrouvés démembrés, amputés, émasculés, décapités... La machette fut également l'arme adoptée pour les massacres perpétrés entre 1948 et 1964, durant la *Violencia* colombienne. Celle-ci éclata en 1948, à la suite de l'assassinat du candidat à la présidence Jorge Eliécer Gaitán, et après le saccage de Bogotá. Des groupes de guérilla, d'autodéfense et des bandes armées liées à des partis d'Etat, dévastèrent des villages et des bourgs entiers : on évalue à quelque 300.000 le nombre de celles et ceux qui furent agressés, torturés et exterminés dans des conditions épouvantables. Le peintre colombien Fernando Botero a représenté ces atrocités commises par une partie de la population sur l'autre⁷¹.

La proximité demeure agissante à posteriori, car les coupables et les victimes qui ont survécu, ou les parents de ceux qui ont disparu, continuent à vivre sur le même territoire. Ils se revoient en rue, entretiennent des relations de toute nature. La proximité conserve le rappel inévitable de l'horreur. Ce fut le cas dans l'Italie post-fasciste racontée par Giorgio Bassani : en août 1945, Geo Jozs revint à Ferrare «unique survivant des cent quatre-vingt-trois membres de la communauté israélite que les Allemands avaient déportés...». Lors d'une rencontre en rue, Geo ne pourra s'empêcher de frapper le Comte Lionello Scocca, collaborateur, antisémite et directeur de «l'Institut culturel (!) italo-allemand»⁷².

- Je voudrais retenir de ceci que la prévention des génocides et des crimes contre l'humanité devrait être un des piliers de l'esprit européen, de ce «système éthique vivant» dont parlait Romain Gary. Non seulement par la recherche en sciences humaines sur les causes, ou par l'enseignement des effets, mais aussi par la mise sur pied d'une réelle capacité d'intervention militaire sur place pour protéger les populations. Il semble aujourd'hui que monde qui vient, en aura besoin.

⁷⁰ Israël Joshua Singer, *La Famille Karnovski*, trad. du Yiddish, M. Charbonnel, Paris, Denoël, 2008.

⁷¹ Cf. *La Violencia en Colombia según Fernando Botero Consideraciones historiográficas, estéticas y semióticas*, dir. Mario Alejandro Molano et Elkin Rubiano, Universidad de Bogotá Jorge Tadeo Lozano, 2012.

⁷² Giorgio Bassani, *Une plaque commémorative Via Mazzini*, in *Le Roman de Ferrare*, Paris, Gallimard Quarto, 2006, p. 70-96.

* * *

Evoquer ces éléments qui caractérisent tous les génocides m'amènent à le répéter : en l'absence d'un socle politique axé de façon volontariste vers la paix civile, et vers ce que le Libanais Ghassam Tuéni appelle la convivence des populations⁷³, toute initiative artistique, littéraire, culturelle, quel que soit son degré de sincérité et de succès, ne parvient pas à briser la carapace des identités humaines. Il faut que le politique, contrôlé démocratiquement, institue les instruments juridiques garantissant les droits et libertés individuels, et sécurise l'exercice de ceux-ci. C'est notamment le cas, pour ce qui concerne très précisément la protection des minorités autant sur le plan intérieur que dans le cadre du droit international. Sur ce point, force est de regretter que la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales n'a encore été ni signée ni ratifiée par la France ; ni ratifiée par la Belgique.

Aussi le rôle de l'Union européenne est-il décisif : droits politiques, libertés individuelles, mécanismes de sécurité sociale ont peu à peu émergé sur ce continent. Il ne s'agit pas de prétendre que tout serait au mieux sous les cieux européens, qu'il n'y a plus de pauvreté à éradiquer, ni de violences à contenir, mais toute vie humaine y a acquis, désormais, un indéfectible statut d'universalité.

Toutefois, si comme j'y ai insisté en commençant, il n'y a pas de «sol de l'universel», que peut bien vouloir dire le mot «universalité», de même que celui d'humanisme qui lui est apparenté ?

Une oeuvre culturelle est constitutive d'une identité. Il n'en va pas de même pour l'oeuvre artistique. En celle-ci, local et universel se retrouvent, se croisent, se renforcent. Sans ancrage, l'oeuvre serait impossible ; mais sans universel, elle ne serait pas oeuvre d'art. Ce qui, lorsque nous nous rapportons à elle, nous attire vers l'universel, c'est la conscience intime, profonde, que cette oeuvre que je regarde, que je lis, que je découvre, c'est à moi qu'elle s'adresse. Même exposée à tous les regards, ouverte à toutes les lectures, soumise à toutes les interprétations, c'est mon regard qu'elle attend, et c'est mon jugement qu'elle sollicite. En outre, en ne dissimulant pas qu'elle peut être l'objet de mille interprétations différentes («Les goûts et les couleurs, ça ne se discute pas»), l'oeuvre d'art rend évidente, manifeste, l'insurmontable solitude des *individualités* que nous sommes. Pas seulement face à l'oeuvre d'art, mais à tout moment de notre vie : je peux vivre jour et nuit, des années durant, avec la même femme, sans jamais savoir qui elle est vraiment, ni ce qu'elle pense ; et réciproquement. De ce que nous vivons, nous ne pouvons, chacun pour soi, que nous faire une *image*⁷⁴ approchante, une *approximation*. L'oeuvre d'art se caractérise, par le fait qu'en se rapportant à elle, nous prenons conscience de cette constante égoïque de notre existence, alors que dans les circonstances du quotidien, l'oubli ou l'occultation de celle-ci est nécessaire pour vivre, et pour vivre avec autrui.

Quel est le rapport avec l'humanisme et avec l'universel ? Il consiste, je le répète, dans ce paradoxe : derrière ma solitude se tient la solitude de l'autre. Je suis seul comme tout le monde est seul. L'humanisme, si l'on ne veut pas se satisfaire de vaines affirmations autocomplaisantes, n'a de sens que s'il est fondé sur cette dimension inséparable de notre condition humaine. L'humanisme est en creux. Il n'a pas la plénitude des valeurs dont on l'affuble et dont certains se gargarisent. L'humanisme est à inventer, à construire, à préserver. Il est rendu possible par cette solitude originelle qui nous rassemble tous, en-deçà des acculturations identitaires⁷⁵. Humains.

⁷³ Ghassam Tuéni, *Enterrer la haine et la vengeance Un destin libanais*, Paris, Albin Michel, 2009.

⁷⁴ C'est pourquoi tout être humain est un *Imaginaire singulier*. Cf. Richard Miller, *L'imaginisation du réel*, op. cit.

⁷⁵ C'est un argument supplémentaire selon moi que de lire parmi les attaques obsessionnelles de Slavoj Žižek contre l'individualisme libéral que c'est précisément ce point qu'il cible : «L'opposition se joue donc ici entre le collectif et l'individuel : la culture est par définition collective et particulière, traditionaliste, refermée sur elle-même,

Egaux. Toute création d'une oeuvre d'art est comme le rappel «sauvage» de cette humanité en nous. L'humanisme dès lors n'est pas porteur de valeurs soi-disant universelles : s'il veut être, pleinement et lucidement, à la hauteur de ses prétentions universelles, il doit pouvoir entendre aussi les cris de celles et ceux qui, où que ce soit dans le monde, souffrent. Et leur répondre. L'humanisme universaliste n'a rien à voir avec une opération, modélisée à l'occidentale, de péréquation culturelle à l'échelle du monde : il est un projet politique dans un monde-mondialisé. Sa philosophie est éthique. Son arsenal est juridique. Sa logique est axiomatique, fondée sur des principes : libertés fondamentales, dignité humaine, respect de la vie, égalité des droits entre la femme et l'homme, justice impartiale, neutralité convictionnelle de l'autorité publique, égalité universelle («Tous les êtres humains sont égaux...»)

Je me plais à souligner que cette égalité universelle n'appartient pas au seul règne des abstractions : c'est elle, en effet, qui fonde rien moins que le principe du suffrage universel ! Le bulletin de vote est la traduction de l'égalité universelle des êtres humains, et le suffrage universel «donne un langage commun à des expressions totalement hétérogènes. Il simplifie radicalement le monde social»⁷⁶. Cette remarque de Pierre Rosanvallon est d'autant plus importante qu'elle permet de jointoyer l'éthique universaliste et le rôle du politique. Le suffrage n'est «universel» que dans les limites d'une entité politique, en d'autres termes dans les limites d'un Etat démocratique.

Claude Lefort a traité de ce sujet dans un très bel hommage à l'écrivain Salman Rushdie, condamné à mort par l'imam fondamentaliste Khomeyni. Partant de la critique selon laquelle les droits de l'homme relèveraient d'une idéologie qui se grefferait sur les droits réels de certains en un lieu et un temps donnés (comprenons, la bourgeoisie occidentale, blanche et nantie), Lefort montre qu'effectivement « les libertés individuelles et les libertés politiques peuvent bien n'être reconnues de fait que dans un espace limité », mais : « Sitôt qu'elles le sont, elles se révèlent inconditionnelles, irrelatives, constitutives d'un mode d'existence et de coexistence proprement humain. Ainsi en est-il de la démocratie ; c'est elle qui fait d'un individu vivant au sein d'une communauté déterminée, un citoyen en tant que tel, mais c'est également elle qui l'empêche de « n'être que citoyen », et le porte à être « homme » (...) La démocratie, donne forme à une communauté d'un genre inédit qui ne saurait se circonscrire définitivement dans ses frontières, mais ouvre sur les horizons d'une humanité infigurable »⁷⁷.

De là, les enjeux prodigieux qui sont ceux de l'Union européenne. C'est parce qu'elle est devenue une entité politique, avec tout ce que cela signifie de textes fondateurs, de procédures de contrôle, de fonctionnement démocratique à sans cesse renforcer, de gouvernance toujours réformable, de projet citoyen à concrétiser..., qu'elle peut être porteuse d'une diplomatie culturelle, d'une politique étrangère empreinte d'universalité. Etant entendu que sa culture est faite de savoirs acquis et partagés, par l'étude, par la recherche, par le travail. Avec pour moteurs la lutte contre l'ignorance, contre la misère, contre le Mal.

alors que - paradoxe supplémentaire - c'est l'individu qui incarne l'universel, le site de l'universalité...», *Violence Six réflexions transversales*, trad. N. Peronny, La Laune, Au diable vauvert, 2012, p. 193.

⁷⁶ «Il y a là une singularité, on pourrait même dire une exception, qui mérite d'être soulignée. Cette coïncidence ne se retrouve pour aucun autre type de ressources», P. Rosanvallon, *La société des égaux*, Paris, Le Seuil, 2011, p. 55 et sq. Cette approche appelle dans sa foulée la réflexion sur les moyens économiques nécessaires à une telle égalité universelle ; je ne peux ici que renvoyer aux travaux du philosophe belge Philippe Van Parijs sur «l'allocation universelle».

⁷⁷ Claude Lefort, *Ecrire A l'épreuve du politique*, Paris, Calmann-Lévy, Paris, 1992, p. 40-41.

Quant à son éthique, fondée sur la reconnaissance de l'universel en chaque individualité, sur le caractère irremplaçable de chaque individu, sur la liberté chaque fois *conjuguée* au singulier, elle trouve à se renforcer en ce lieu sans nomination parce que sans identité, où la création artistique est encore art, avant de devenir culture. On ne peut y accéder qu'en s'y rendant soi-même : lire un roman, voir un film, visiter une exposition, entendre la musique, mais aussi écrire, filmer, peindre, sculpter, expérimenter... Seul, mais tellement nombreux. Innombrables.

Telle est l'Europe pour le peuple d'Europe : un projet politisé et popularisé porteur de principes à vocation universelle.

Ma conclusion sera sous forme de réponse à ceux qui, à l'instar d'Alain Finkielkraut⁷⁸, évoquent le célèbre texte d'Ernest Renan – *Qu'est-ce qu'une nation ?* - au secours de leurs tremblements nationalistes. Le texte de Renan est exemplaire. Ce qu'il avance de la nation, je m'y rallie : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble... »⁷⁹. Simplement, cette lucidité dans l'analyse, cette rigueur dans l'argumentation, c'est à l'Europe qu'il faut aujourd'hui les appliquer. Pour trois raisons.

D'abord, c'est en 1882 que Renan, en Sorbonne, a présenté son texte, c'est-à-dire dans la méconnaissance – et pour cause – des deux Guerres internationales de 1914 et de 1940 et de leurs conséquences. Ensuite, la réalité géopolitique du 21^{ème} siècle, j'y ai suffisamment insisté, rend nécessaire pour garantir la paix et notre sécurité de s'unir à l'échelle du continent européen. Enfin, parce que l'on peut se réjouir du fait que c'est ce que ce grand penseur avait lui-même annoncé : « Les nations, écrivait Renan, ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne probablement les remplacera »⁸⁰.

⁷⁸ Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse*, Paris, Stock, 2013.

⁷⁹ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Mille et une nuits, 1997, p. 31.

⁸⁰ Op. cit., p. 33.